



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.917/2
du 5 mars 2014

advies 54.917/2
van 5 maart 2014

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant le
statut administratif et
pécuniaire des agents du
ministère de la Région
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende het
administratief statuut en de
bezoldigingsregeling van de
ambtenaren van het ministerie
van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest'

Le 23 décembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante cinq jours^(*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 5 mars 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 mars 2014.

(*) Par courriel du 6 janvier 2014.

*

Op 23 december 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën en Begroting verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 5 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 maart 2014.

(*) Bij email tot 6 januari 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet prévoit son entrée en vigueur à la date du 1^{er} juillet 2014. À cette date, entrera également en vigueur l'article 42, 3°, de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État', qui prévoit le remplacement de l'actuel article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' par une nouvelle disposition. En vertu de la disposition actuelle, un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres désigne ceux des principes généraux du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'État qui sont applicables de plein droit au personnel des communautés et des régions, ainsi qu'à celui des personnes morales de droit public qui dépendent des communautés et des régions.

En raison du remplacement de cet article 87, § 4, par une disposition ayant un autre objet, l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent', ci-après l'ARPG, perdra son fondement légal à la date 1^{er} juillet 2014, de telle sorte que les Gouvernements des régions et des communautés ne seront plus tenus de s'y conformer.

Il résulte de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle que les dispositions des communautés et des régions doivent toutefois être conformes aux règles répartitrices de compétence telles qu'elles sont en vigueur lorsque ces dispositions sont adoptées¹.

Si l'auteur du projet souhaite d'ores et déjà se situer dans le cadre juridique tel qu'il sera fixé à partir du 1^{er} juillet 2014, date d'entrée en vigueur de la loi spéciale précitée du 6 janvier 2014, il ne pourra adopter le projet qu'à partir de la même date.

En revanche, si son intention est que le Gouvernement adopte celui-ci avant la date du 1^{er} juillet 2014, il doit se conformer à ces dispositions réglementaires prises sur la base de l'article 87, § 4, actuel de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

C'est dans cette seconde hypothèse que s'est placé le Conseil d'État. C'est la raison pour laquelle, dans les observations qui suivent, il sera fait référence à l'ARPG lorsque les dispositions du projet s'écarteraient ou paraîtraient s'écarter de celui-ci.

¹ C.C., n° 192/2006, 5 décembre 2006, B.6 à B.14 ; également, n° 25/97, 30 avril 1997, B.2 ; n° 128/2001, 18 octobre 2002, B.4 ; n° 195/2004, 1^{er} décembre 2004, B.14.1 ; n° 119/2007, 19 septembre 2007, B.2 ; n° 68/2008, 19 avril 2008, B.5.2.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'accord du Ministre du Budget ne figure pas au dossier. L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable.
2. Les pièces relatives à la négociation syndicale ne figurent pas au dossier. L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. De très nombreuses dispositions du projet sont identiques ou quasi identiques au texte actuel de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale'² ; d'autres, en revanche, constituent des innovations.

Il serait utile que le projet soit accompagné d'un rapport au Gouvernement qui explique la méthode suivie par son auteur. Ce rapport indiquera plus précisément en quoi consistent les dispositifs nouveaux et comment ils s'articulent dans l'ensemble du projet à l'examen.

Ainsi, à titre d'exemple, il conviendrait d'expliciter le système de recrutement et d'accession à un niveau supérieur, qui repose dorénavant non plus seulement, parmi les conditions requises, sur celle du diplôme, pour le recrutement, et de réussite des épreuves de sélection, pour l'accession au niveau supérieur, mais également, semble-t-il, sur la possibilité, pour le candidat, de faire valoir, dans l'un et l'autre cas, un certificat de compétences acquises hors diplôme s'inscrivant dans un module d'épreuves de sélection qualitative, dénommé module de « carte d'accès ». À cette occasion et pour garantir une compréhension claire et, partant, la sécurité juridique, l'auteur exposera comment les différentes dispositions du projet qui règlent la matière doivent être combinées entre elles³.

Ce rapport au Gouvernement sera par ailleurs complété d'un tableau mettant en parallèle l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité et l'arrêté en projet de façon telle qu'apparaissent les dispositions de ce dernier qui reproduisent celles du premier arrêté cité et celles qui sont nouvelles.

Enfin, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur la circonstance que, même s'il reprend de manière inchangée ou quasi inchangée les dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité, cette manière de faire doit être considérée comme une nouvelle expression de volonté. Il en résulte non seulement que les dispositions concernées doivent à nouveau être examinées par le Conseil d'État, et ce même si elles l'ont déjà été antérieurement, mais également que les dispositions ainsi reproduites pourront faire l'objet d'un recours auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

² Abrogé par l'article 513, 1^{er}, du projet.

³ Il en va ainsi, dans l'exemple cité, de l'article 36, alinéas 1^{er}, 3^o, et 2, ainsi que des articles 39, 46 et 47.

2.1. L'article 9, § 3, de l'ARPG, énonce :

« Le recrutement et la sélection s'effectuent sur la base d'un système de recrutement objectif qui, quant à sa forme et son contenu, offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité ».

Cette disposition, même au-delà du 1^{er} juillet 2014, conserve toute sa pertinence dès lors qu'elle traduit le principe de l'égal accès aux emplois publics, lui-même dérivé du principe d'égalité de traitement et de non-discrimination consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution.

2.2. Or, certaines dispositions du projet prévoient de procéder à la comparaison des titres et mérites des candidats sur la seule base d'un entretien avec la commission de sélection ou de promotion compétente, et ce sans que soient organisées des épreuves de sélection qui offrent de suffisantes garanties d'objectivité assurant le respect de ces principes.

Il en va ainsi pour les procédures de recrutement.

Il résulte en effet de l'article 46, alinéa 1^{er}, seconde phrase – qui dispose qu'une sélection peut ne comprendre que le « module spécifique » – et de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 3, première phrase – qui dispose que le « module spécifique » peut ne comporter qu'un entretien devant la commission de sélection – que les épreuves de recrutement peuvent se limiter à un entretien avec cette commission, entretien au cours duquel la commission de recrutement ne disposera même pas du *curriculum vitae* du candidat et d'une lettre de motivation puisque, contrairement à la procédure de promotion par avancement de grade, ces éléments ne sont pas exigés du candidat.

Il y aurait lieu d'organiser, pour ces procédures comme pour celles qui concernent l'accession à un niveau supérieur régie par les articles 108 et 109 du projet, une épreuve qui permette d'objectiver la comparaison des titres et mérites – par exemple, par le recours à une épreuve écrite anonyme – et donc de s'assurer du respect des principes précités.

2.3. En ce qui concerne les procédures de promotion par avancement de grade, l'article 84, alinéa 2, dispose que les épreuves comparatives dans le cadre de la promotion par avancement de grade « constituent [...] le module spécifique de la sélection tel que visé à l'article 51 » et l'article 51, § 1^{er}, alinéa 3, première phrase, énonce que le « module spécifique » peut ne comporter qu'un entretien devant la commission de sélection et que les épreuves de recrutement peuvent se limiter à un entretien avec cette commission. Pour les emplois de rang A3, le candidat doit présenter un plan de direction.

Par ailleurs, l'alinéa 3, du même article 84 dispose que,

« [p]our les emplois de rang A3 et A2, la ou les sélections contiennent toujours au moins un entretien avec la commission de sélection visée à l'article 93 ».

Il semble en résulter *a contrario* que pour les rangs B2, C2, D2 et E2, la sélection se fera sans même qu'un entretien avec la commission de promotion ait eu lieu.

Il conviendrait que le rapport au Gouvernement explicite pourquoi une distinction est ainsi opérée entre les emplois de rang A3 et A2, et ceux de rang B2, C2, D2 et E2.

3. En vertu des articles 10 et 11 de la Constitution, les évaluations doivent également se faire de manière objective, d'autant plus que des évaluations négatives peuvent entraîner la perte de la qualité d'agent ou la perte du mandat.

De ce point de vue les critères d'évaluation prévus par le projet sont critiquables. Il est renvoyé sur ce point aux observations particulières qui suivent.

4. L'article 34, alinéa 3, dispose ce qui suit :

« Le protocole de collaboration désigne les parties chargées de l'organisation des sélections, ci-après dénommées 'organisateur de la sélection', et comporte des dispositions relatives à la cession intégrale ou partielle de l'organisation des sélections, le cas échéant sous la surveillance de SELOR ».

Cette disposition ne se concilie pas avec l'article 87, § 2, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, qui dispose que le personnel des régions et communautés est recruté par l'intermédiaire du secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'État, devenu SELOR.

Dans un avis 46.689/2 donné le 23 juin 2009 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 'relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII', le Conseil d'État a estimé que le projet devait être modifié

« de manière à omettre toute délégation de compétence du SELOR à des membres des services de la Communauté française pour ce qui concerne le recrutement des ses agents [...] ».

L'alinéa 3 précité ne peut donc être admis. Seul le SELOR peut être l'organisateur des sélections lorsqu'il s'agit d'un recrutement, y compris pour des mandats. Il en va différemment pour les concours d'accession au niveau supérieur, pour la réaffectation ou pour la mobilité interne⁴. L'article 41, alinéa 2, qui dispose que, « Lorsque seuls les modes de la réaffectation ou de la mobilité interne sont choisis, le ministère organise seul la sélection », peut donc être admis.

Nonobstant les termes de l'article 87, § 2, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 et de l'avis 46.689/2 précité, il est admis que les gouvernements de région et de communauté puissent déterminer les grandes lignes de la procédure de sélection⁵ et y jouer un rôle. Ils peuvent

⁴ L'arrêt du Conseil d'État du 9 juillet 2008, n° 185.257, Amrani, considère « qu'à partir du moment où la Région wallonne entend ouvrir les mandats à conférer à des personnes étrangères à l'administration, elle est tenue de respecter l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui lui impose de recruter ces personnes par l'intermédiaire du SELOR ». *A contrario*, un « recrutement » exclusivement interne ne semble pas entrer dans le champ d'application de l'article 87, § 2.

⁵ C.E. 12 mai 2009, n° 193.244, Regaert.

notamment composer des commissions de sélection distinctes du SELOR⁶ et établir les programmes des épreuves⁷.

Encore faut-il, sous peine de violer entièrement l'article 87, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, que SELOR soit « associé étroitement à la procédure de recrutement »⁸, qu'il joue « un rôle déterminant dans la sélection et le recrutement des agents »⁹. Ainsi, l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 'instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', sur lequel le Conseil d'État a rendu l'arrêt Regaert précité, prévoyait-il que l'administrateur délégué du SELOR assurait la présidence de la commission de sélection et que le SELOR désignait les membres de cette commission. De même, si l'article 111 du Code wallon de la Fonction publique dispose que les programmes des concours de recrutement sont établis par le Gouvernement, cela se fait sur avis du SELOR.

De l'accord du représentant du ministre, le projet sera adapté en conséquence, y compris en ce qui concerne la sélection des mandataires.

5. Il résulte de plusieurs dispositions du projet que des emplois de promotion peuvent être attribués par recrutement. Il en va notamment ainsi de l'article 83, § 2, du projet.

Interrogé sur la manière selon laquelle cette possibilité s'articule avec celle, plus classique en matière statutaire, de l'accession à un emploi de promotion réservée aux seuls agents déjà occupés au sein du ministère, le représentant du ministre a répondu ce qui suit :

« Lorsqu'il est recouru au recrutement pour un emploi de promotion, il est toujours possible à un agent interne de prendre part à la procédure.

En outre, il convient de tenir compte de l'article 84, dernier alinéa, qui précise que si le candidat n'est pas un agent d'une institution bruxelloise pour laquelle la mobilité intra-régionale est prévue, ce candidat sera soumis aux modules génériques. Le projet prévoit donc bien que le candidat externe à l'administration doit se soumettre à la procédure de recrutement. Simplement, l'article 51 prévoit que pour les emplois dits de promotion, le module générique est organisé conformément à ce que prévoit le conseil de direction pour ces emplois.

L'auteur du projet insiste également sur le fait que la procédure de recrutement dont question ici est conforme à [ce] qui est mis en œuvre au niveau fédéral et dans l'administration flamande. Il s'agit en effet de rendre applicable au niveau régional le 'screening model' développé par Selor en 2012 ».

⁶ Idem.

⁷ Cf. article 111 du Code wallon de la Fonction publique.

⁸ Avis 35.184/2 donné le 23 juin 2003 sur un projet devenu notamment l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 'portant le Code de la fonction publique wallonne'.

⁹ Avis 46.524/2 donné le 18 mai 2009 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juin 2009 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale'. L'avis se réfère à un arrêt du 25 mars 2005, n° 142.684, Degueeldre.

Le rapport au Gouvernement reproduira ces explications et exposera par ailleurs clairement en quoi consiste ce « screening model » qu'il se propose de mettre en place ainsi que la manière dont il sera organisé.

6.1. Les articles 98, § 3 et 106, § 2, 1°, en projet prévoient qu'à égalité entre les candidats à la promotion concernée, il sera donné priorité au candidat qui appartient au sexe le moins représenté au rang de promotion dans l'institution.

De telles mesures d'« action positive » en faveur des candidats du sexe le moins représenté doivent satisfaire aux conditions visées par l'article 12¹⁰ de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2008 'visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise'.

Selon le paragraphe 2 de l'article 12 précité,

« § 2. Une mesure d'action positive ne peut être mise en œuvre que moyennant le respect des conditions suivantes :

- il existe une inégalité manifeste ;
- la disparition de cette inégalité est désignée comme un objectif à promouvoir ;
- la mesure d'action positive est de nature temporaire et de nature à disparaître dès que l'objectif visé est atteint ;
- la mesure d'action positive ne restreint pas inutilement les droits d'autrui ».

Il conviendrait que le rapport au Gouvernement comporte les éléments permettant de s'assurer que les conditions ainsi posées sont remplies. En effet les dispositions telles qu'elles sont actuellement rédigées s'appliqueront même en cas d'inégalité minimale de représentation des deux sexes.

Il va de soi par ailleurs que le Gouvernement devra s'assurer qu'au moment où il appliquera les articles 98, § 3 et 106, § 2, 1°, ces conditions seront remplies.

6.2. Il y a lieu de souligner que l'application qui sera faite des dispositifs concernés doit être compatible avec les principes définis en la matière par la Cour de justice de l'Union européenne¹¹. Dans son arrêt *Badeck e. a.* du 28 mars 2000, celle-ci énonce en effet

¹⁰ Cette disposition codifie sur ce point la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Voir en effet C.C., arrêt 9/94 27 janvier 1994, B.6.2 :

« L'on peut certes admettre que dans certaines circonstances, des inégalités ne soient pas inconciliables avec le principe d'égalité et l'interdiction de discrimination, lorsqu'elles visent précisément à remédier à une inégalité existante. Encore faut-il, pour que de telles inégalités correctrices soient compatibles avec le principe d'égalité et l'interdiction de discrimination, qu'elles soient appliquées dans les seuls cas où une inégalité manifeste est constatée, que la disparition de cette inégalité soit désignée par le législateur comme objectif à promouvoir, que ces mesures soient de nature temporaire, étant destinées à disparaître dès que l'objectif visé par le législateur est atteint, et qu'elles ne restreignent pas inutilement les droits d'autrui ».

Voir également C.C., n° 17/2009 12 février 2009, B.22.2.

¹¹ Voir l'avis 51.204/4 donné le 26 avril 2012 sur un avant-projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 2 juin 2012 'modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État', *Moniteur belge*, 8 juin 2012.

« qu'une action qui vise à promouvoir prioritairement les candidats féminins dans les secteurs de la fonction publique où les femmes sont sous-représentées doit être considérée comme étant compatible avec le droit communautaire :

- lorsqu'elle n'accorde pas de manière automatique et inconditionnelle la priorité aux candidats féminins ayant une qualification égale à celle de leurs concurrents masculins et
- lorsque les candidatures font l'objet d'une appréciation objective qui tient compte des situations particulières d'ordre personnel de tous les candidats »¹².

Le même arrêt précise :

« ce n'est qu'au cas où la qualification ne permet pas de départager une candidate d'un candidat qu'il convient d'opter en faveur de la candidate dès lors que cela s'avère nécessaire pour respecter les objectifs du plan de promotion en cause et qu'aucun motif juridiquement supérieur ne s'y oppose » (§ 33).

Il faut en outre et surtout, selon les termes de l'arrêt Badeck e.a., que la réglementation

« assure que les candidatures font l'objet d'une appréciation objective qui tient compte des situations particulières d'ordre personnel de tous les candidats » (§ 37).

Cette observation vaut également pour l'article 477, alinéa 4, du projet.

7. Le projet mentionne à plusieurs reprises « les rangs 2 et 3 », « les emplois de rang 2 et 3 » ou « les emplois de rang 3 ». Mieux vaut mentionner plus précisément « les rangs A2, A3, B2, C2, D2 et E2 » ou « le rang A3 ».

8. Il n'y a pas lieu, en principe, de prévoir qu'une décision doit être motivée, cette obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Cette observation concerne notamment les articles 87, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, 475, alinéa 2¹³, et 478, alinéa 2.

9. La Région de Bruxelles-Capitale occupe depuis sa création des fonctionnaires venant d'autres fonctions publiques.

À l'occasion de ces transferts, des garanties pécuniaires ont été accordées dans bien des cas à ces personnes.

Ainsi, les articles 40, § 2, et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' prévoient que les membres du personnel du ministère de la Région

¹² C.J.U.E., Badeck e.a., 28 mars 2000, C-158/97, § 23 ; Voir également C.J.U.E., Briheche, C-319/03, 30 septembre 2004, §§ 23-24.

¹³ En ce sens, l'observation faite sous l'article 8 dans l'avis 41.791/4 donné le 21 février 2007 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2007 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents de la Région de Bruxelles-Capitale'.

bruxelloise ainsi que ceux de l'agglomération bruxelloise qui ont été transférés dans les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le sont dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

De même,

« ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert ».

L'article 79bis, alinéa 2, de la même loi spéciale, renvoie, quant à lui, à un accord de coopération pour le transfert des membres du personnel relevant de l'ancienne province de Brabant.

Aux termes de cet accord de coopération intervenu le 30 mai 1994, et plus particulièrement de l'article 8 :

« Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à la province de Brabant conformément à la réglementation qui leur était applicable.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'institution dans laquelle ils ont été transférés.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2, les agents transférés qui bénéficiaient au moment du transfert d'une prime linguistique, se voient garantir à titre personnel la somme du montant du traitement individuel et du montant de la prime linguistique dont ils bénéficiaient au 31 décembre 1994, tous deux fixés selon l'indice de base 138,01 ».

Eu égard notamment à ces textes, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale se doit de respecter ces droits acquis.

C'est sous la réserve d'un tel respect que le Conseil d'État émet dans le présent avis des observations particulières concernant le statut pécuniaire et les anciennetés administrative et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

10. La rédaction des articles 265 à 268 en projet doit être amendée pour tenir compte de ce que l'exécutif provincial est dénommé « collège provincial » en Région wallonne et « députation » en Région flamande, et non « députation permanente », et que les organes territoriaux intracommunaux dont il est question à l'article 41, alinéas 2 à 4, de la Constitution sont dénommés, s'agissant de l'organe élu, « conseils de secteur » et non « conseils de district » en Région wallonne¹⁴.

¹⁴ Dans un sens identique, voir l'observation générale 5 de l'avis 51.255/4 donné le 11 juin 2012 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale », citant lui-même l'avis 51.355/2 donné le 6 juin 2012 sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Service du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 3, il n'y a pas lieu de viser les modifications subies par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale' ¹⁵.
2. Il y a lieu de mentionner dans le préambule tous les arrêtés que les articles 512 et 513 abrogent, ainsi que ceux qui devraient être mentionnés parmi les dispositions modificatives et abrogatoires à la suite de l'observation formulée sous l'article 514.
3. Aux alinéas 5 à 7, il y a lieu de mentionner les dates de l'avis et des accords visés.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er} devrait être consacré à la mention de deux directives que le projet transpose, à savoir :

1° la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 'concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail' ;

2° la directive 2010/18/UE du Conseil du 8 mars 2010 portant application de l'accord-cadre révisé sur le congé parental conclu par BUSINESSSEUROPE, l'UEAPME, le CEEP et la CES et abrogeant la directive 96/34/CE.

2. Mieux vaut faire de chaque paragraphe de l'article 1^{er} un article distinct.
3. Le paragraphe 2 dispose, que,

« Lorsque le présent arrêté prévoit un envoi par courrier ou lettre recommandé avec ou sans accusé de réception, l'envoi suivant une procédure électronique qui, de façon démontrable et adaptée aux circonstances, garantit l'authenticité et l'intégrité du contenu de la communication est considéré comme équivalent. L'utilisation de la carte d'identité électronique ou de la carte d'étranger électronique peut être rendue obligatoire ».

Toutefois, l'envoi d'un message par courriel ne correspond pas, sans autres garanties, à une « procédure électronique qui, de façon démontrable et adaptée aux circonstances, garantit l'authenticité et l'intégrité du contenu de la communication ».

¹⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

4. Le paragraphe 3 dispose que

« Lorsque le présent arrêté prévoit un délai, celui-ci est compté en jours calendriers, sauf dispositions contraires ».

L'expression « jour calendrier » est un anglicisme. Il y a lieu d'utiliser le mot « jour », ce qui signifie simplement le jour civil. Un délai exprimé en « jours » vise, sans devoir le mentionner, les « jours civils », que l'on distingue, dans certaines matières comme les marchés publics, des « jours ouvrables ».

Cette disposition est donc inutile et doit être omise.

En revanche, il y a lieu de définir la notion « jours ouvrables », utilisée par plusieurs dispositions du projet. Tel est le cas des articles 169, alinéa 3, 172, § 3, 184, § 1^{er}, 190, 191, alinéa 2, 192, 193, 200, alinéa 1^{er}, 222, alinéa 1^{er}, 240, alinéa 1^{er}, 241, 246, etc.

Article 6

1. Le paragraphe 2 dispose :

« Sauf dans les cas de mauvaise foi, de bénéfice personnel, ou de déclaration fausse, qui nuisent à un service ou à une personne, le membre du personnel ne peut pas être soumis à une sanction disciplinaire ou toute autre forme de sanction publique ou déguisée, pour la seule raison qu'il dénonce ou rend publiques des irrégularités ».

Dès lors que l'article 6, § 1^{er}, oblige l'agent à informer son supérieur hiérarchique ou, si nécessaire, un supérieur hiérarchique plus élevé, de toute illégalité ou irrégularité dont il a connaissance, et ce sans préjudice de l'obligation que lui fait l'article 29 du Code d'instruction criminelle de dénoncer au procureur du Roi les crimes et délits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, le seul cas dans lequel il pourrait être reproché à l'agent d'avoir dénoncé de tels faits serait l'hypothèse où l'agent savait ou aurait dû savoir que ces faits étaient inexacts ou ne constituaient pas des illégalités, des irrégularités, des crimes et des délits. Le Conseil d'État n'aperçoit pas en quoi la mauvaise foi ou le bénéfice personnel pourraient rendre disciplinairement fautive la dénonciation de faits établis, et ce d'autant moins que, dans le contexte de l'espèce, ces notions ne sont pas d'une grande clarté. La mauvaise foi semble correspondre à la dénonciation de faits inexacts ou ne constituant pas des illégalités, des irrégularités, des crimes ou des délits. Quant à l'intérêt personnel, si, par exemple, un agent dénonce des faits de harcèlement moral à son égard, il a évidemment un intérêt personnel qui consiste à faire cesser les faits dont il est victime et voir le coupable puni.

Quant au fait de rendre publiques des irrégularités, la question doit se régler au regard de l'article 10 du projet, qui consacre la liberté d'expression de l'agent à l'égard des faits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

2. Si, au paragraphe 2, les mots « en toute autre forme de sanction publique ou déguisée » renvoient aux mesures qui ont pour but de prendre une sanction, qui ne revêtent pas la forme d'une sanction disciplinaire mais qui constituent donc une sanction disciplinaire déguisée, il y a lieu de remplacer ces mots par les termes « ou toute autre forme de sanction disciplinaire déguisée ».

3. À la fin du paragraphe 2, il convient de remplacer les mots « des irrégularités » par les mots « des illégalités ou des irrégularités », en cohérence avec ce qui est écrit au paragraphe 1^{er}.

Livre premier, titre II, chapitre IV

1. S'agissant de la définition du plan de personnel et de l'indication de l'autorité compétente pour l'arrêter, il ne peut être admis que le Gouvernement se limite à donner son accord au plan de personnel établi par l'administration. En effet, l'administration n'est pas une entité distincte du Gouvernement mais est subordonnée à son pouvoir hiérarchique. C'est au Gouvernement qu'il appartient d'arrêter le plan du personnel, comme le prévoit l'article 87, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

2. L'article 1^{er} du chapitre IV doit être consacré à la définition du plan de personnel.

3. Il ne suffit pas, comme le prévoit l'article 18, § 5, que le plan du personnel soit communiqué à tous les membres du personnel. Il doit également être publié au *Moniteur belge* afin que toutes les personnes intéressées puissent en prendre connaissance.

Article 18

L'article 18 énonce que

« [l]e conseil de direction élabore le plan du personnel sur [la] base des projets établis par les administrations ».

Il y aurait lieu de circonscrire les mots « les administrations » dès lors qu'il n'existe, pour la Région de Bruxelles-capitale, qu'un seul ministère divisé en services, ce que confirme l'article 1^{er}, 2^o et 4^o, du projet. Cette définition est d'autant plus nécessaire qu'il est à plusieurs reprises, dans la suite du projet à l'examen, recouru à cette notion d'« administration »

Article 20

Il n'est pas admissible de cantonner le rôle du Gouvernement à l'émission de recommandations au Conseil de direction pour l'élaboration de l'organigramme.

L'alinéa 2 sera omis.

Article 34

1. Dans l'avis 41.791/4 précité, le Conseil d'État a fait l'observation suivante à propos d'un mécanisme prévoyant l'approbation d'une décision ministérielle par le Gouvernement :

« À l'article 24, alinéa 4, 3°, en projet, il est prévu que 'le ministre [...] établit les règles de fonctionnement [des commissions de sélection] et les soumet à l'approbation du Gouvernement'.

Ceci revient à déléguer au ministre le pouvoir d'établir ces règles de fonctionnement et de soumettre ces dernières à une procédure d'approbation par le Gouvernement, sans que ce dernier dispose directement du pouvoir de les fixer.

Pareil procédé est inusité dans le fonctionnement du Gouvernement [...]. Il mêle la technique de la délégation et celle qui s'apparente à une tutelle spéciale d'approbation.

Il est préférable soit de prévoir plus simplement que le ministre établit les règles de fonctionnement de la commission, sans approbation par le Gouvernement, soit de compléter le projet pour y énoncer directement les règles de fonctionnement applicables à chacune des commissions ».

En l'espèce, mieux vaut prévoir soit que le protocole est conclu par le Gouvernement et le SELOR soit qu'il l'est par le ministre et le SELOR.

Livre premier, titre III, chapitre premier, section 2

L'article 35 établit des « conditions générales d'admissibilité ». L'article 37 est relatif aux « conditions spéciales d'admissibilité » qui peuvent être imposées.

Il y a lieu de qualifier les conditions prévues à l'article 36. Cette précision s'impose d'autant plus que l'article 45 prévoit la vérification des conditions générales et spécifiques d'admissibilité, ce qui, dans l'état actuel du projet, ne vise donc pas les conditions prévues à l'article 36, qui ne sont qualifiées ni de générales ni de spécifiques.

L'article 36 trouverait en outre mieux sa place après l'article 37.

La question se pose également de savoir si l'article 36, alinéas 1^{er} et 2, ne trouverait pas mieux sa place à l'article 35.

Article 35

Au 1°, la question de la nationalité requise pour être recruté étant réglée par l'ordonnance du 11 juillet 2002 'élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique régionale', il ne convient en principe pas de reproduire le dispositif de cette disposition législative dans une disposition réglementaire. Si l'auteur du projet estime utile, dans un but de lisibilité du dispositif, de reproduire cette norme d'un niveau hiérarchique supérieur, il lui appartient de le faire en indiquant dans le texte qu'il s'agit du rappel de cette norme, à l'aide par exemple de la formule

« 1° conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 11 juillet 2002 élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique régionale, être Belge lorsque les emplois comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique ou que les fonctions ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou d'autres collectivités publiques ».

Article 36

1. Il résulte de l'alinéa 1^{er}, 3°, et de l'alinéa 2, ainsi que des articles 47 et suivants que le titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau B (bachelier) peut être nommé au niveau A par recrutement :

1° s'il réussit le module « carte d'accès » ou obtient un certificat de compétence acquise hors diplôme ;

2° s'il réussit les épreuves de sélection comportant au minimum le module spécifique.

Il résulte de l'article 108 que le titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau B (bachelier) peut être nommé au niveau A par promotion par accession au niveau supérieur :

1° s'il réussit une première série d'épreuves dont l'objectif semble assez semblable au module « carte d'accès » ;

2° s'il réussit une deuxième série d'épreuves consistant dans le suivi et la réussite de cours figurant au programme du master d'une université ou d'une haute école ;

3° s'il réussit le module spécifique et, le cas échéant, le module intermédiaire.

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier que, pour les titulaires d'un diplôme de bachelier, les conditions de nomination au niveau A par recrutement sont moins sévères que les conditions de nomination au même niveau A par accession au niveau supérieur, et ce d'autant plus que, pour les niveaux B, C et D, il y a un parallélisme entre les conditions de nomination par recrutement et les conditions de nomination par accession au niveau supérieur.

2. Il serait préférable de présenter les conditions dans l'ordre logique suivant :

1° condition de diplôme,

2° réussite de la sélection ;

3° réussite du stage.

3. L'alinéa 2 dispose que,

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'accès au niveau A par recrutement est limité aux candidats qui sont au minimum porteurs d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donne accès au niveau B, selon le tableau annexé au présent arrêté ».

Dès lors qu'il s'agit d'une dérogation à la règle générale qui veut que, pour accéder au niveau A il faut être porteur d'un master, il y a lieu de préciser dans quels cas il pourra être fait usage de cette dérogation.

Par ailleurs, conformément à l'alinéa 1^{er}, 3°, et à l'article 47, l'intéressé devra être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme ou avoir réussi le module de carte d'accès. Il y a lieu de le rappeler dans le rapport au Gouvernement.

Article 37

1. L'article 37 dispose que,

« Pour une sélection déterminée, des conditions spéciales d'admissibilité peuvent être imposées parmi les conditions suivantes ».

Compte tenu des 4° et 5°, il y a lieu d'écrire que des conditions spéciales d'admissibilité peuvent être « prévues ». En effet, pour ces 4° et 5°, il ne s'agit pas d'imposer des conditions supplémentaires mais d'admettre des exigences moindres.

2. Il est suggéré de présenter les conditions spéciales dans l'ordre suivant :

1° et 2° les exigences moindres au niveau des diplômes (actuels 4° et 5°) ;

3° la possession d'un diplôme spécifique conférant l'accès à la fonction (actuel 2°) ;

4° la possession de diplômes ou certificats de formation pour les niveaux A, B et C (actuel 7°) ;

5° la possession de certains certificats de formations pour les niveaux D et E (actuel 6°) (comme à l'actuel 7°, l'on ajoutera les mots « et pour autant que les détenteurs de ces certificats soient porteurs d'un des titres d'étude prévus à l'article 36, 3° ») ;

6° l'expérience professionnelle (actuel 3°) ;

7° l'aptitude médicale (actuel 8°) ;

8° les autres conditions (actuel 1° dans sa nouvelle rédaction).

3. Le 1° fait état « des conditions particulières de recrutement lorsque la nature de la fonction l'exige ».

Les notions de « conditions spéciales d'admissibilité » et de « conditions particulières de recrutement » semblent redondantes. Selon le fonctionnaire délégué, le 1^o vise par exemple l'exigence d'un permis de conduire.

Il est suggéré de rédiger cette disposition comme suit : « d'autres conditions exigées par la nature de la fonction ».

Article 38

Cet article dispose que, préalablement à l'organisation de chaque sélection, la réaffectation est envisagée.

Il est suggéré de préciser qu'il s'agit de la réaffectation telle que définie à l'article 136.

Article 41

1. L'alinéa 1^{er} dispose ce qui suit :

« Les sélections qui font appel à des candidats externes au ministère sont au moins publiées au Moniteur belge, avec prise en compte d'un délai raisonnable entre la publication de la vacance d'emploi et la date limite de candidature ».

Il y a lieu d'écrire « la date limite du dépôt des candidatures ».

2. Enfin, dans tous les cas, comme pour la procédure de promotion par avancement de grade, il y a lieu de mentionner l'ensemble des éléments devant figurer dans l'appel à candidatures.

Parmi ces éléments figurera la mention des éventuelles dérogations aux conditions de diplôme.

Article 42

1. Comme pour les commissions de promotion, il y a lieu de prévoir que :

1^o les membres de la commission de sélection qui sont membres du personnel sont de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir ;

2^o les membres de la commission qui sont membres du personnel appartiennent à l'administration ou aux administrations où l'emploi est vacant, à moins qu'il ne s'agisse d'une sélection transversale.

2. Le paragraphe 1^{er} dispose que, pour chaque sélection, l'organisateur compose une commission de sélection et règle la composition de ces commissions.

S'il s'agit d'une sélection qui est organisée par SELOR, le projet n'a pas à régler la manière dont ce dernier procède.

Article 43

Il y a lieu d'écrire : « ... élaborent la description de fonction de l'emploi à pourvoir qui comprend également la mention des qualifications et des compétences requises pour cet emploi ».

Article 44

Au 1^o, les mots « et de participation », qui ne figurent pas à l'article 37, doivent être omis.

Article 47

1. Il résulte des articles 1^{er}, 12^o, 36, alinéa 1^{er}, 3^o, et 47 qu'un candidat peut participer à une épreuve sans avoir le diplôme ou le certificat requis s'il dispose d'un « certificat de compétences acquises hors diplôme ».

L'article 1^{er}, 12^o, mentionne que le certificat de compétences acquises hors diplôme

« a pour but de valider et d'attester la compétence que l'individu a acquise par le biais de l'apprentissage formel ou non formel ».

Il y a lieu de donner plus de précision à ce sujet. S'agit-il uniquement d'attester et de valider une compétence acquise en dehors de l'administration ou également une compétence acquise au sein de l'administration ? Dans ce dernier cas, comment justifier ce mécanisme alors qu'il existe une série d'épreuves, dont le « module carte d'accès » pour faire ses preuves ? Qui délivre ce certificat ¹⁶ ? Qu'entend-on par « apprentissage formel ou non formel » ? Pour qu'un certificat de compétences acquises hors diplôme soit délivré, une épreuve théorique ou pratique doit-elle être passée ? Ne faudrait-il pas mentionner que ce certificat doit être de nature à établir que celui à qui il a été délivré dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées au niveau supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de son ou ses diplôme(s) ou de son ou ses certificats(s) d'études ?

Interpellé sur cette question, le représentant du ministre a répondu ce qui suit :

« le certificat de compétences acquises vise uniquement à attester et valider une compétence acquise en dehors de l'administration.

L'instance qui délivre ce type de certificat est un organisme de formations professionnelles (type Bruxelles-Formation, VDAB, Forem, etc.). Les conditions de

¹⁶ L'article 47, alinéa 2, précise que ce certificat peut également être obtenu auprès d'une instance reconnue par le ministre. Cela ne permet cependant pas de savoir qui délivre ordinairement ce certificat.

délivrance de ces certificats sont réglées, à ce stade, par les autorités communautaires. Le Ministre intervient ici, sur avis du Comité de gestion d'Actiris, pour rendre 'valables' ces certifications dans la sphère régionale.

Le certificat de compétences acquises a en effet la même valeur que la 'carte d'accès' ».

Le dispositif sera adapté en ce sens.

2. Le « module de carte d'accès » vérifie si le candidat dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées à un niveau déterminé. Le « module générique » effectue une sélection sur la base des compétences génériques liées à un niveau de fonction.

Il y a lieu d'expliquer, à tout le moins dans le rapport au Gouvernement, la différence entre des « compétences de base et aptitudes cognitives » et des « compétences génériques ».

Article 51

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il y a lieu de mentionner la commission de sélection constituée conformément à l'article 42 et non le jury constitué conformément à l'article 42.

2. Si l'article 51, § 2, dispose que le module spécifique se déroule conformément à ce qui est prévu pour les procédures de promotion par avancement de grade, l'article 84, alinéa 2, relatif à ces procédures par avancement de grade, renvoie, quant à lui, « au module spécifique de la sélection tel que visé à l'article 51 ». Quant à l'article 92, § 2, il mentionne « l'emploi » qui est attribué conformément aux règles de recrutement.

Pareille rédaction manque de clarté et de cohérence ; elle sera revue.

Article 52

À la deuxième phrase, il n'est pas admissible de faire commencer le délai au terme duquel le candidat est convoqué à « la date d'envoi de la convocation ».

Il y a lieu de faire commencer le délai à la réception de celle-ci ou, à tout le moins, à la date à laquelle le projet réputera que la convocation est censée avoir été reçue.

Article 54

1. Il y a lieu de prévoir un mode de publication du classement des candidats afin que ceux-ci puissent prendre connaissance non seulement de leur résultat mais également de l'ensemble du classement.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le Conseil d'État n'aperçoit pas le sens autonome, dans un arrêté ayant vocation à s'appliquer de manière unilatérale aux agents concernés, de la première phrase par rapport à la deuxième phrase, sauf à interpréter le dispositif comme signifiant que les lauréats ne sont pas rayés du classement s'ils refusent un emploi.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, le texte sera clarifié en ce sens.

Article 60

Sur la possibilité pour le stagiaire d'effectuer son stage au sein du cabinet ministériel, le Conseil d'État s'interroge quant à la pertinence d'une telle disposition dès lors que le stage, aux termes de l'article 61, § 1^{er}, « vise à permettre l'intégration optimale du stagiaire au sein de son administration ». Or, les tâches que remplit un membre d'un cabinet ministériel peuvent être fondamentalement distinctes de celles assignées à un fonctionnaire. Les missions des uns et des autres sont en effet par nature différente : le cabinet ministériel détermine les lignes de politique générale que l'administration a la charge de concrétiser et de mettre en œuvre. Les aptitudes, capacités et compétences requises selon le cas ne sont donc pas nécessairement identiques. Il semblerait dès lors judicieux, si l'on entend conserver au stage toute son utilité par rapport aux missions propres à la fonction publique, de le suspendre pendant le détachement au sein d'un cabinet ministériel.

Livre premier, titre III, chapitre II, sections 2 et 3

1. La section 2 est relative à « l'objet du stage » et la section 3 au « déroulement du stage ».

Les articles 62 à 64 sont situés dans la section 2 alors qu'ils concernent le déroulement du stage.

Ils devraient se trouver dans la section 3.

2. L'article 61, § 1^{er}, mentionne « le membre du personnel chargé de l'accompagnement du stage », l'article 61, § 3, mentionne « l'agent chargé de la direction du stage », les articles 62 et 63 mentionnent, dans la version française, « l'accompagnateur de stage » qui, dans la version néerlandaise, tiendra compte de ces mots 'proeftijd' tandis que, les articles 64 et suivants mentionnent, également dans la version française, « l'accompagnateur du stage ».

Il y a lieu d'adopter une terminologie uniforme.

Article 61

Ne faut-il pas prévoir que le membre du personnel chargé de l'accompagnement du stagiaire doit avoir au moins le grade du stagiaire ?

Article 62

La numérotation « § 1^{er} » doit être omise, puisqu'il n'y a pas de paragraphe 2.

Article 63

1. L'alinéa 2 mentionne le « parcours d'intégration » à propos du stagiaire qui accomplit son stage dans un cabinet ministériel.

Aucune disposition du projet ne définit cette notion ni, d'ailleurs, n'en fait état pour le stage normal.

Le projet sera adapté afin de résoudre cette difficulté.

2. À l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots « le service de la formation du ministère » par les mots « la GRH ».

Article 64

L'alinéa 1^{er} dispose que l'accompagnateur du stage rédige les rapports visés aux articles 62, 67, 70 et 72.

Les articles 62 et 67 ne mentionnent cependant pas l'existence d'un rapport, ce que fait, par contre, l'article 68, alinéa 4. C'est donc à cette disposition qu'il faut renvoyer.

Article 79

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la portée exacte des mots

« Le licenciement du stagiaire prend cours le premier jour ouvrable qui suit l'expiration du délai prévu pour introduire un recours ».

Dès lors que le licenciement du stagiaire suppose, dans tous les cas, une décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination, c'est à partir de cette décision que court le délai de préavis.

Article 81

Compte tenu de l'article 87, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, l'alinéa 1^{er} sera omis.

Article 84

1. Dès lors que les alinéas 2 à 4 concernent, semble-t-il, uniquement les rangs A2 et A3, ils doivent trouver place dans la sous-section 2, intitulée « De la promotion à un grade de rang A3 et A2 ».

La même observation vaut pour l'article 86, § 3.

2. L'alinéa 3 mentionne « la commission de sélection visée à l'article 93 ».

Il y a lieu de mentionner « la commission de promotion visée à l'article 93 ».

3. L'alinéa 4 et l'article 86, § 3, doivent être fusionnés.

Article 85

1. Au paragraphe 3, 2° (et non deuxième tiret), il n'y a pas lieu de mentionner le début du délai, cette question étant réglée, d'ailleurs différemment, à l'article 86, § 1^{er}.

2. Compte tenu de l'article 86, § 1^{er}, il y a lieu d'écrire que la vacance d'emploi précise que la candidature doit être envoyée au président du Conseil de direction.

Article 86

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'ajouter, en ce qui concerne le début du délai, « soit, pour les agents qui n'appartiennent pas au ministère, le jour qui suit la publication au *Moniteur belge* ».

Article 88

Il y a lieu d'écrire :

« Les promotions par avancement de grade sont conférées par l'autorité investie du pouvoir de nomination dans le niveau concerné ».

Article 91

L'article 91 mentionne les agents qui sont « sous le coup d'une peine disciplinaire ».

Il y a lieu de préciser ce que l'auteur du projet entend par là. S'agit-il d'une peine disciplinaire en cours d'exécution ou d'une peine disciplinaire non effacée ? Dans le premier cas,

l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que certaines peines disciplinaires produisent leur effet en une seule fois et n'ont pas d'exécution qui s'étend dans le temps.

La même observation vaut pour les articles 100 et 107, § 2.

Article 93

1. Il résulte la jurisprudence de la section du contentieux administratif du Conseil d'État que, lorsqu'un organe collégial est appelé à comparer les titres et mérites de candidats des deux rôles linguistiques, les conditions résultant de l'article 39, § 1^{er}, et de l'article 17, § 1^{er}, des lois coordonnées, sur l'emploi des langues en matière administrative impliquent que ce collège soit composé en manière telle qu'il soit en mesure d'interroger et d'entendre chaque candidat dans sa langue et de prendre connaissance de tout document relatif à ce candidat, qui doit être rédigé dans sa langue en vertu des dispositions précitées. Ces conditions doivent être tenues pour remplies dès lors qu'un membre au moins de ce collège appartenant au même rôle linguistique que le candidat est présent et peut expliquer aux autres membres la portée de propos tenus par celui-ci et la teneur des documents qui le concernent ¹⁷.

Si la disposition en projet, qui prévoit qu'un membre au moins de la commission de promotion doit être bilingue, satisfait à la condition mise par la jurisprudence, il n'en va pas de même de la disposition qui se borne à permettre l'assistance de la commission par un membre du personnel bilingue en l'absence de bilinguisme d'au moins un membre, dès lors qu'il n'est pas ainsi garanti qu'au moins un membre de la commission est à même d'interroger et de comprendre le candidat dans sa langue, de prendre connaissance des documents relatifs à ce candidat et d'expliquer aux autres membres la portée de propos tenus par celui-ci, ainsi que la teneur des documents qui le concernent.

Le paragraphe 4 sera revu pour tenir compte de cette observation.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 5 n'ayant aucun rapport avec l'alinéa 1^{er}, doit constituer un paragraphe distinct.

Article 94

Il y a lieu de bien distinguer les critères par rapport auxquels les candidats sont jugés (§ 1^{er}) et les éléments à prendre en considération pour apprécier l'adéquation du candidat à ces critères (§ 2).

La même observation vaut pour l'article 103.

¹⁷ C.E., arrêt n° 202.605, 30 mars 2010. L'article 39, § 1^{er}, des lois coordonnées sur l'emploi des langues, qui renvoie à l'article 17, § 1^{er}, de ces mêmes lois coordonnées, est rendu applicable aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 32, § 1^{er}, de la loi du 16 juin 1989 'portant diverses réformes institutionnelles'.

Article 95

Il y a lieu d'écrire : « ... en tenant compte des critères et éléments définis à l'article 94 ».

Une observation similaire vaut pour l'article 104, § 2, alinéa 2.

Article 97

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'exposer, comme le fait l'article 105, alinéas 1^{er} et 2, de quelle manière la proposition est portée à la connaissance du candidat (et non de l'agent).

Article 98

1. Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire « la proposition définitive de classement ».
2. Au paragraphe 3, ne faut-il pas prévoir, comme le fait l'article 106, § 2, 2°, que, si, après application du critère du sexe, il reste plusieurs candidats à égalité, la préférence est donnée à celui qui a l'ancienneté de grade la plus élevée ?

Article 102

L'alinéa 2, 1°, dispose que la commission de sélection est composée, notamment « du responsable GRH ou de son délégué de rang C1 au moins ».

Il semble difficilement admissible qu'un agent de rang C1, quelles que soient ses compétences en matière de ressources humaines, participe à la sélection d'un agent de rang B2.

Il y a lieu de prévoir que le délégué du GRH ait au moins le rang B1.

Article 103

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu de remplacer le mot « tester » par le mot « évaluer ».

Article 108

1. Au paragraphe 4, il y a lieu de définir la notion de « crédits ECTS » dès l'article 108 et non à l'article 114.

2. Le paragraphe 4, alinéa 4, mentionne « les candidats titulaires d'un master ou d'un autre diplôme qui donne accès au niveau A ». Dès lors qu'en vertu de l'article 36, alinéa 2, l'on peut avoir accès au niveau A si l'on est porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études donnant accès au niveau B, les bacheliers seraient considérés comme lauréats des épreuves de la deuxième série.

La question se pose de savoir si cela correspond à l'intention de l'auteur du projet.

Article 112

Le rapport au Gouvernement gagnerait à préciser :

1° pourquoi les grades de premier ingénieur et d'ingénieur directeur ne comportent qu'une seule échelle alors que les grades de premier attaché et de directeur en comprennent respectivement trois et deux ;

2° pourquoi l'ingénieur directeur reçoit une échelle de traitement initiale 310 alors qu'il s'agit de la seconde échelle de traitement pour le directeur.

Article 120

1. Il y a lieu de préciser que l'appel à candidature se fait non seulement pour l'attribution initiale de la fonction supérieure mais également lorsque l'agent désigné arrive au terme de la période initiale d'un an ou d'une période de six mois.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de prévoir que le candidat joint, outre une lettre de motivation, son *curriculum vitae*.

Article 121

La question se pose de savoir s'il y a lieu de prévoir l'audition des candidats à l'exercice d'une fonction supérieure.

Article 140

1. Le paragraphe 2, second tiret, dispose que le chef fonctionnel qui ne remplit pas les conditions prévues au paragraphe 1^{er}

« doit être assisté par un membre du personnel bilingue légal qui assiste aux entretiens et approuve le rapport d'évaluation en vue de garantir sa concordance avec le contenu des entretiens ».

Eu égard aux exigences des lois coordonnées du 18 juillet 1966 'sur l'emploi des langues en matière administrative' dont notamment le chapitre V, section 1, est rendu applicable aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 32, § 1^{er}, de la loi ordinaire du 16 juin 1989 'portant diverses réformes institutionnelles', il apparaît que l'agent du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale doit nécessairement être évalué dans sa langue, conformément aux articles 39, § 1^{er}, et 17, § 1^{er}, B, 1^o, des lois coordonnées précitées¹⁸.

Le paragraphe 2, second tiret, ne satisfait pas à cette exigence.

2. Le paragraphe 3 dispose qu'

« Aucun membre du personnel ne peut effectuer une évaluation sans avoir suivi au préalable une formation appropriée ».

Comme mentionné dans l'avis 32.861/4 précité, cette disposition n'apporte cependant aucune précision sur le contenu d'une telle formation et doit être complété sur ce point.

Article 141

Les mots « le cas échéant de son évaluateur » doivent être précisés. L'on suppose qu'ils visent l'hypothèse où, par exception à l'article 140, § 1^{er}, l'évaluateur de l'agent n'est pas son chef fonctionnel, ce qui renvoie, semble-t-il, à l'hypothèse visée à l'article 140, § 2, premier tiret, où l'évaluation est effectuée par un agent satisfaisant aux conditions des lois coordonnées du 18 juillet 1966 précitées.

La même observation vaut pour l'article 144, § 3.

Article 152

1. Contrairement au paragraphe 1^{er}, le paragraphe 2 ne mentionne pas que les trois critères d'évaluation favorable doivent être réunis « concurremment ».

Soit l'auteur du projet ajoute le mot « concurremment », ce qui aura pour conséquence que la mention favorable ne pourra être attribuée que si les trois critères d'évaluation favorable sont réunis. Inversement, pour obtenir une mention « avec réserve », il suffira qu'un seul des critères négatifs de l'évaluation « avec réserve » soit présent.

Soit l'auteur du projet n'ajoute pas le mot « concurremment », ce qui aura pour conséquence qu'il suffira qu'un des critères de l'évaluation favorable soit atteint pour être évalué favorablement. Inversement, pour être évalué « avec réserve », il faudra que tous les critères de l'évaluation « avec réserve » soient réunis.

¹⁸ Voir avis 32.861/4 donné le 25 mars 2002 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 'portant 6^e modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', observation formulée sous l'article 115.

De la même manière, le Conseil d'État se demande si, pour obtenir une mention « insuffisant », il suffit qu'un des critères négatifs de l'évaluation « insuffisant » soit présent ou s'il faut que les trois critères soient réunis.

2. Au paragraphe 3, troisième tiret, le Conseil d'État s'interroge sur la mention de l'agent qui « n'a pas » contribué aux prestations de l'équipe et « n'a pas été » disponible à l'égard des usagers du service. En effet, ces critères sont ceux de la mention « insuffisant ».

Article 153

L'alinéa 3, qui dispose que

« l'agent qui n'a pas été évalué alors qu'aucun cas de force majeure ne peut être invoqué reçoit une évaluation favorable, sauf s'il a refusé délibérément d'être évalué ».

Cette disposition manque de clarté.

Si l'administration est restée en défaut d'évaluer l'agent, le projet peut légitimement prévoir que l'agent reçoit la mention favorable. Si le défaut de l'administration est dû à un cas de force majeure, le Conseil d'État n'aperçoit pas ce que cela change pour l'agent. Si l'agent n'a pas été évalué parce qu'il a refusé l'évaluation, il doit être évalué négativement, sauf si son refus est dû à un cas de force majeure.

Article 156

L'alinéa 5 dispose que

« L'absence de l'évaluateur ne constitue pas une cause de remise sauf cas de force majeure ».

L'on suppose qu'il faut lire « ... sauf si cette absence est due à un cas de force majeure ».

Le Conseil d'État n'aperçoit cependant pas pourquoi l'absence de l'évaluateur pour cause de force majeure pourrait entraîner la remise et non, par exemple, son absence pour maladie.

Article 157

La dernière phrase de l'alinéa 4, qui dispose que la décision est notifiée à l'agent par courrier recommandé, doit constituer un alinéa distinct.

Article 167

Dans l'avis 34.355/2 donné le 3 février 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', le Conseil d'État avait formulé l'observation suivante, qui conserve sa pertinence :

« Eu égard à la gravité des effets attachés à l'absence de comparution devant le service de contrôle médical, il convient que les modalités de convocation de l'agent soient prévues, en ce comprise l'information de ce dernier quant aux conséquences d'un défaut de réponse à une telle convocation ».

Livre premier, titre VII, chapitre III

Dès lors que les articles 173 et suivants régissent des congés dont le bénéfice est lié à une condition d'âge, il est renvoyé à l'observation générale formulée dans l'avis 51.155/2 donné le 18 avril 2012 sur un projet devenu la loi du 19 juillet 2012 'relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public'¹⁹.

Article 187

Le paragraphe 4 mentionne l'article 181, 2°, et l'article 182, § 2. Or, ces dispositions n'existent pas.

Article 192

1. À l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots « Par personne vivant sous le même toit, il faut entendre » par les mots « La personne qui vit sous le même toit doit, en outre, être ».

Par ailleurs, dans la version française, les mots « un parent ou un enfant » sont ambigus. Si, le mot « parent » est utilisé dans son sens juridique, le mot « enfant » est inutile, puisque l'enfant est un parent. S'il est utilisé au sens d'ascendant au premier degré, il y a lieu de le préciser.

¹⁹ *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 2232/1, pp. 16 à 21.

2. L'alinéa 3 serait plus précisément rédigé comme suit :

« L'agent doit produire un certificat médical attestant de la nécessité de sa présence auprès de la personne malade ou accidentée ».

Article 193

Il y a lieu de mentionner l'article 190 et non l'article 191 et, *in fine*, l'article 192 et non l'article 193.

Article 194

Il serait plus clair d'écrire, en s'inspirant du texte actuel : « d'un report éventuel des jours de congé de vacances non utilisés ».

Article 195

À l'article 195, alinéa 2, le projet ne peut habiliter le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint à déroger au régime de travail standard fixé par le ministre.

Il conviendra par ailleurs que le régime de travail tant standard que particulier figure dans le règlement de travail conformément à l'article 6 de la loi du 8 avril 1965 'instituant les règlements de travail'.

Article 196

Le 2^o énumère une série de cas pour lesquels l'agent a droit à des congés. Il y a lieu dès lors de renvoyer chaque fois – et non dans seulement certains cas – à la disposition du statut octroyant ce congé.

Article 198

Il y a lieu, *in fine*, de mentionner l'article 193 et non l'article 194, alinéa 1^{er}.

Article 207

Le congé octroyé à un agent pour accueillir un enfant en vue de sa tutelle officieuse ou à la suite d'une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil prévu par l'article 207 du projet est le seul des congés prévus dans la section relative aux congés pour raisons familiales qui ne peut pas être fractionné.

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement. Cette justification ne peut pas résider en la durée limitée de ce congé. En effet, il peut être de six semaines²⁰, soit la durée du congé pour l'adoption d'un enfant de moins de douze ans (article 206).

Articles 209 et suivants

Il n'y a pas lieu de reproduire les dispositions de la loi du 16 mars 1971 'sur le travail' qui s'appliquent d'office à la Région de Bruxelles-Capitale, comme à tous les employeurs.

Article 220

L'article 220 du projet règle la question des mesures prophylactiques à prendre en cas de maladie contagieuse de l'agent ou de son conjoint, de la personne avec qui il vit en couple ou d'un membre de sa famille habitant sous le même toit.

Il y est prévu que le médecin de l'agent doit, à la demande de ce dernier, prendre contact avec « le médecin-chef du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé administratif dont relève l'agent ».

Dès lors que, pour les mesures prophylactiques, l'intention de l'auteur du projet serait de faire appel aux services de Medex²¹, il y a lieu de prévoir que le contact doit être pris avec « l'Administration de l'expertise médicale »²²⁻²³.

Une observation similaire vaut pour les articles 248 et 249 du projet.

Articles 231 et 234

Aux articles 231, § 2, 5°, et 234, § 2, 1°, dans un souci de sécurité juridique, il s'indiquerait de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par « pays en voie de développement », par exemple via une référence à la liste des « pays en développement » établie par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)²⁴.

²⁰ Voir douze semaines si l'enfant accueilli est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins.

²¹ Aux termes de l'article 247 du projet, le service chargé du contrôle des absences pour maladie doit faire l'objet d'une désignation par le Ministre.

²² En abrégé, Medex, conformément à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 2013 organique de l'Administration de l'expertise médicale

²³ Comp. avec l'article 166, § 3, du projet.

²⁴ Voir en ce sens, par exemple, l'article 2, 3°, de la loi du 19 mars 2013 'relative à la coopération belge au développement'.

Article 233

L'article 233, § 2, du projet prévoit que le congé est toutefois rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 ou du 7 janvier 1998²⁵ de la Commission des Communautés européennes 'fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès des services de la Commission'. Cette formulation n'est plus adéquate en ce que de nouveaux textes ont modifié ou complété le régime des experts nationaux détachés auprès d'institutions européennes²⁶.

Il appartient à l'auteur du projet de revoir ce paragraphe.

Cette observation vaut également pour l'article 234, § 2, 2°.

Article 234

À l'article 234, § 1^{er}, l'auteur du projet fait des références à des autorisations ultérieures. Il fait également référence à des autorisations ultérieures à l'article 235, alinéa 1^{er}, et précise à l'alinéa 2 de cette disposition :

« Pour l'application de l'alinéa premier du présent article, est considéré comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service du même gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède ».

Le Conseil d'État se demande s'il n'y a pas lieu d'apporter la même précision à l'article 234, § 1^{er}.

Article 240

Au début de l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire : « Pour calculer l'ancienneté de service, sont également pris en considération... ».

Article 244

Dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire « par dérogation à l'article 240 » et non « par dérogation à l'article 241 ».

²⁵ Cette décision a été abrogée par l'article 32 de la décision de la Commission du 27 février 2004 ayant le même objet.

²⁶ Voir à titre d'exemple la décision de la Commission européenne du 12 novembre 2008 'relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission' ou la décision de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 23 mars 2011 'fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du service européen pour l'action extérieure'.

Article 245

Il y a lieu de mentionner l'article 240 et non l'article 241.

Article 247

À l'alinéa 3, c'est l'article 172 qu'il faut mentionner et non l'article 171.

Article 269

Au 2°, il y a lieu de remplacer les mots « Conseil régional » et « Conseil » par le mot « Parlement ».

Article 271

À l'article 271, le projet fait référence aux articles 5 et 29 de la Nouvelle loi communale.

Or, l'article 29 a été abrogé par l'article 44 de l'ordonnance du 17 juillet 2003.

L'auteur du projet doit actualiser cette référence.

Article 289

1. Les points A, 3°, c), et B, 2°, b), mentionnent « toute autre formation, quel que soit le moment où elle se donne ».

Ces dispositions manquent de précision.

2. Le décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 'définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études' ne connaît plus la catégorie des « cycles d'études complémentaires », en sorte que la nomenclature de l'article 289, B, 2°, a, doit être adaptée²⁷.

Article 295

À l'alinéa 4, c'est l'article 293, alinéa 2, qu'il faut mentionner et non l'article 294, alinéa 2.

²⁷ Voir l'article 66, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 précité.

Article 300

À l'alinéa 2, il y a lieu d'omettre, dans la version française, le mot « Cependant ». En effet, cet alinéa ne constitue pas une exception ou une restriction par rapport à la règle contenue à l'alinéa 1^{er}.

Article 302

1. Cet article dispose qu'

« (à) tout moment de la procédure disciplinaire, l'agent peut, pour sa défense, consulter son dossier ».

Il y a lieu de prévoir également, comme le fait l'article 14, § 3, alinéa 2, 2°, de l'ARPG, que l'agent peut se faire assister, à tous les stades de la procédure disciplinaire, par un défenseur de son choix.

2. À l'instar de l'article 14, § 3, 4°, du même arrêté royal, il y a lieu de prévoir la publicité des séances si l'agent en fait la demande.

Article 303

1. À la première phrase du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la version française, il serait plus clair d'écrire « ou à partir du troisième jour ouvrable ... ».

2. Au même alinéa, il y a lieu d'écrire « les jours fériés visés à l'article 199, § 1^{er} » et non « les jours fériés visés à l'article 200, § 1^{er} ».

Article 307

1. L'alinéa 2 mentionne « la deuxième audience ». Il y a lieu de préciser de quelle audience exactement il s'agit.

2. À l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire « a l'intention de formuler » plutôt que « formule ».

Article 317

L'alinéa 1^{er} dispose que le requérant comparaît en personne.

L'alinéa 2 dispose qu'il peut « toutefois » se faire assister par la personne de son choix. Le mot « toutefois » doit être omis, l'alinéa 2 ne constituant pas une exception ou une restriction à l'alinéa 1^{er}.

Article 322

Ce n'est pas uniquement lorsque le nombre des assesseurs est impair qu'il y a lieu de rétablir la parité entre les assesseurs désignés par l'autorité et les assesseurs désignés par les organisations syndicales, mais chaque fois qu'il n'y a pas de parité (par exemple un assesseur d'une catégorie et trois assesseurs de l'autre).

Le projet sera modifié en conséquence.

Article 327

À l'alinéa 1^{er}, *in fine*, il y a lieu d'écrire, pour éviter tout équivoque, « ... ou de la notification de la proposition de peine par le conseil de direction si aucun recours n'a été introduit ».

Il y a lieu également de prévoir le départ du délai en cas de dessaisissement de la chambre de recours.

Article 331

À l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire, dans la version française, « et de son droit à l'avancement de traitement ».

Article 332

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de renvoyer à l'article 331 et non à l'article 332.
2. L'alinéa 3, seconde phrase, dispose que « (c)e délai est prorogé de dix jours maximum ».

Le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement dans quelle hypothèse une telle prorogation peut avoir lieu.

Article 336

Il y a lieu d'écrire, à la fin de l'alinéa 3, « sur la durée de la suspension disciplinaire éventuelle ».

En effet, il se pourrait que l'autorité compétente prenne une autre sanction disciplinaire que la suspension²⁸.

²⁸ Comp. avec l'article 15, § 3, de l'ARPG.

Article 346

1. Le paragraphe 3 dispose que

« Peuvent occuper un emploi du quota réservé aux personnes handicapées les candidats qui remplissent au moment du recrutement au moins l'une des conditions suivantes : [...] ».

Or, il résulte de l'article 346, § 1^{er}, alinéa 2, que le quota de personnes handicapées peut être atteint « par recrutement ou par la reconnaissance d'agents dont le handicap est reconnu en cours de carrière ».

Dès lors, au paragraphe 3, il y a lieu de mentionner, comme dans l'article 319bis, § 3, actuel, que

« Peuvent occuper un emploi du quota réservé aux personnes handicapées les candidats qui remplissent au moment du recrutement ou en cours de carrière au moins l'une des conditions suivantes :[...] ».

2. L'article 346 en projet fixe à 2 % de l'effectif prévu au plan de personnel, le quota minimum de personnes handicapées que le ministère est tenu d'occuper. Le rapport au Gouvernement devrait indiquer les données sur la base desquelles ce quota a été fixé ²⁹.

Article 349

Le paragraphe 1^{er} dispose que

« (l)a procédure d'accession au niveau supérieur est adaptée aux contraintes liées aux handicaps ».

Par similitude avec l'article 347, alinéa 1^{er}, ne vaudrait-il pas mieux mentionner la possibilité de bénéficier d'aménagements raisonnables lors de la procédure ?

Article 357

1. En bonne logique, et par symétrie avec ce que prévoit l'article 2 de l'ordonnance du 11 juillet 2002 'élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique régionale', il y a lieu de viser les fonctions qui « ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres collectivités publiques » et non uniquement les fonctions qui « ont pour objet la sauvegarde des intérêts de la Région ».

2. Le 3^o mentionne, dans la version française, « l'agent dont l'inaptitude physique a été dûment constatée », alors que l'ARPG mentionne l'agent « dont l'inaptitude médicale a été dûment constatée ».

²⁹ Comp. par exemple avec l'article 279/1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 'portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française', qui fixe ce quota à 5 %. Comp. également avec l'article 3 de l'arrêté royal du 6 octobre 2005 'portant diverses mesures en matière de sélection comparative de recrutement et en matière de stage', qui fixe ce quota à 3 %.

La version française du texte du projet est trop restrictive, dès lors que l'inaptitude pourrait être également psychique ou mentale.

Il y a lieu de viser, de manière globale, l'agent inapte pour raison médicale.

3. Au 6°, dans la version française, il y a lieu de mentionner « l'agent qui est démis d'office ».

Livre II

Observation préalable

Dans la mesure où certaines dispositions fixent les échelles de traitement des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, il convient de s'interroger sur le caractère réglementaire de ces dispositions.

Tant la section d'administration du Conseil d'État³⁰ que la section de législation³¹ considèrent généralement que de telles dispositions sont dépourvues de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

En conséquence, la section de législation s'abstiendra de tout commentaire à leur propos³².

Article 373

Le 1° du paragraphe 6 prévoit une condition d'âge pour la prise en considération pour le calcul du pécule de vacances d'une période où l'agent concerné n'avait pas encore cette qualité.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'aux termes de la directive 2000/78/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 novembre 2000 'portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail', toute discrimination fondée sur l'âge est interdite. Cette interdiction concerne tous les travailleurs, qu'ils soient occupés dans le secteur public ou privé, et vise les relations de travail et d'emploi en ce compris la rémunération.

³⁰ C.E. Renard, n° 23.257, 16 mai 1983, cité par J. Salmon, *Le Conseil d'État*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 93.

³¹ Voir en ce sens l'avis 20.646/2 donné le 18 mars 1991 sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française 'fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la naissance et de l'enfance' et l'avis 23.129/9 donné le 21 février 1994 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les échelles de traitement des grades particuliers du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale'.

³² L'annexe I n'est pas jointe à la demande d'avis mais a été communiqué par le fonctionnaire délégué. La version communiquée par le fonctionnaire délégué est dénuée d'intitulé. Il est renvoyé sur ce point au code de légistique (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172).

Certes, l'article 6, paragraphe 1, alinéa 2, a), de cette même directive dispose ce qui suit :

« Nonobstant l'article 2, paragraphe 2, les États membres peuvent prévoir que des différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées, dans le cadre du droit national, par un objectif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail et de la formation professionnelle, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.

Ces différences de traitement peuvent notamment comprendre :

la mise en place de conditions spéciales d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération, pour les jeunes, les travailleurs âgés et ceux ayant des personnes à charge, en vue de favoriser leur insertion professionnelle ou d'assurer leur protection ;

[...] ».

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier le fait qu'il octroie aux seuls travailleurs âgés de moins de vingt-cinq ans la prise en considération pour le calcul du pécule de vacances d'une période où l'agent concerné n'avait pas encore cette qualité.

Article 377

Compte tenu des observations formulées plus bas sur l'octroi d'une prime de vie chère, la référence à celle-ci sera omise.

Chapitre II, section première

Le projet ne prévoit plus l'allocation à certains lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur. Il n'y a dès lors plus de section 2.

Il y a lieu en conséquence d'omettre la division du chapitre en section.

Article 382

Eu égard aux principes d'égalité et de non-discrimination, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier les raisons pour lesquelles les agents de niveau A et B ne bénéficient pas de l'allocation pour heures supplémentaires.

Livre II, titre II, chapitre V

Le régime mis en place pour l'allocation de bilinguisme pour la connaissance de la deuxième langue nationale est inapplicable en ce qu'il fait référence à plusieurs reprises à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des

certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966', alors que ce paragraphe n'existe plus depuis l'arrêt n° 217.481 du 24 janvier 2012 de la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

Article 398

Il y a lieu d'écrire « langues des signes correspondant au Français et au Néerlandais ».

Livre II, titre II, chapitre VIII

De l'arrêt du Conseil d'État, section du contentieux administratif, n° 221.545, du 28 novembre 2012, il ressort que l'octroi de primes spécifiques est admissible dès lors qu'il est justifié par une nécessité de recruter ou de maintenir en fonction une catégorie de personnel eu égard à la situation de pénurie existant, quant à cette catégorie, sur le marché du travail et des conditions plus avantageuses offertes par le secteur privé et d'autres employeurs publics.

Ce même arrêt décide toutefois que, pour les grades les plus élevés pour lesquels les fonctions exercées tendaient *in casu* à s'affranchir du diplôme éventuellement exigé lors du recrutement, la différence de traitement ainsi créée n'était pas justifiée.

Il ressort de cet arrêt et d'autres rendus dans des affaires similaires³³ que la différence de traitement qu'induit l'octroi d'une prime ou d'une échelle de traitement spécifique à des grades particuliers au sein d'une même catégorie d'agents, n'est pas en soi discriminatoire mais qu'elle doit, pour ce faire, pouvoir être justifiée par exemple par le fait d'une situation de pénurie à suffisance établie sur le marché du travail pour les fonctions qui en sont les bénéficiaires.

La prime en projet n'est dès lors admissible que si l'auteur du projet peut encore produire des éléments de fait dont il résulte qu'il peut raisonnablement considérer que l'octroi d'une prime aux ingénieurs concernés est justifiée par rapport à ces critères.

La même observation vaut pour le chapitre XII (article 410).

Article 404

Il résulte du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, que « seuls les agents occupés à temps plein [...] » peuvent bénéficier de la prime de projet. L'auteur du projet doit être en mesure de justifier la distinction qui en résulte par rapport aux autres agents.

³³ C.E., n° 81.583, 1^{er} juillet 1999 ; n° 162.636, 22 septembre 2006 ; n° 190.589, 17 février 2009 ; n° 222.164, 22 janvier 2013.

Livre II, titre II, chapitre XI

La prime de vie chère prévue par le projet est similaire à celles qui ont été annulées par les arrêts du Conseil d'État, section du contentieux administratif, n^{os} 225.912, 225.913 et 225.914 du 19 décembre 2013.

Le chapitre concernant cette prime sera dès lors omis du projet.

Article 411

Il y a lieu de compléter la disposition pour mentionner les conditions et les modalités de la forfaitarisation qu'elle prévoit.

Article 428

Les mots « et de tous les arrêtés qui le modifieraient » sont superflus et doivent être omis.

Article 433

L'article 433 prévoit la possibilité pour le ministre de refuser l'indemnité de séjour, sans préjudice de mesures disciplinaires, s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par le présent arrêté.

La marque du pluriel au mot « bénéficiaire » pose problème. L'intention de l'auteur du projet est-elle de prévoir cette possibilité lorsque qu'un usage inadéquat généralisé est constaté ? Mais alors il serait plus logique de prévoir que le ministre suspend l'octroi des indemnités de séjour. En effet, il paraît inadéquat de refuser à un agent le remboursement des frais qu'il a exposés à la suite d'abus qu'il n'a pas nécessairement commis.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser les droits concernés et ne pas viser tous ceux reconnus par l'arrêté à l'examen. Il convient plutôt de faire référence à des dispositions précises de l'arrêté, le cas échéant à l'une de ces subdivisions.

Enfin, il va de soi que l'agent doit avoir, en principe, la possibilité d'exposer son point de vue avant de se voir refuser cette indemnité.

La disposition sera revue pour tenir compte de ces observations.

Article 435

À la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre les mots « fixé par le Ministre des Finances de l'État », cette mention étant inutile et ambiguë.

Article 446

Il y a lieu de citer le nouvel intitulé de la loi du 9 août 1963, à savoir 'loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Article 450

À l'article 450, 2°, le Conseil d'État se demande pourquoi l'assimilation ne vise que les services publics comparables d'un État de « l'Union européenne », alors que, s'agissant de l'ancienneté pécuniaire (article 456, § 1^{er}), une assimilation est prévue pour les services publics « des États faisant partie de l'Espace Économique européen ou de la Confédération suisse ».

Article 456

1. Au paragraphe 2, les tirets seront omis et les mots « à l'alinéa 1^{er} » seront remplacés par les mots « au § 1^{er} ».
2. Les annexes III et IV annoncées par le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, n'ont pas été soumises au Conseil d'État.

Article 462

L'article 462 dispose que

« Les dispositions des Livres I^{er}, II et III sont applicables aux mandataires dans le mesure où le présent livre ne déroge pas à ces dispositions ».

Le Conseil d'État se demande si un tel article est suffisant pour assurer la sécurité juridique.

À titre d'exemple, en l'absence de dérogation, les dispositions relatives au régime disciplinaire sont applicables aux mandataires. Le Conseil d'État se demande toutefois comment il serait possible de déplacer un mandataire ou de le rétrograder ³⁴.

Par ailleurs, si la sanction disciplinaire de la révocation ou de la démission d'office est infligée, cela signifie-t-il que le mandataire est révoqué ou démis d'office de son mandat ou qu'il perd également la qualité d'agent de la Région (dans l'hypothèse où il était déjà agent de la Région avant d'être désigné mandataire) ?

Il semble donc qu'en l'absence de précision dans le texte du projet ou, à tout le moins, d'explication dans le rapport au Gouvernement, l'application du statut aux mandataires

³⁴ Les articles 507, alinéa 1^{er}, et 510, alinéa 3, mentionnent toutefois expressément la rétrogradation du mandataire.

risque, dans certains cas, de poser des difficultés et de générer un contentieux devant la section du contentieux du Conseil d'État.

Article 464

La seconde phrase dispose que les objectifs se composent « d'objectifs stratégiques et d'objectifs transversaux ».

Il y a lieu de préciser, à tout le moins dans le rapport au Gouvernement, ce que recouvrent ces termes.

Livre IV, titre II, chapitre premier

On rédigera l'intitulé du chapitre premier du titre II comme suit : « Des conditions d'admissibilité ».

Article 466

Dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'écrire « aux conditions générales d'admissibilité » plutôt qu'« aux conditions d'admission générales ».

Article 469

L'on suppose que c'est en toute hypothèse que le Gouvernement peut désigner un bureau externe pour assister la commission de sélection dans ses activités et non pas uniquement lorsqu'il définit une ou plusieurs épreuves à effectuer lors de l'entretien de sélection.

Pour éviter toute équivoque, mieux vaut faire de l'alinéa 2 un article distinct.

Article 470

1. Le paragraphe 2 dispose que sont seules prises en considération les candidatures qui ont été adressées par lettre recommandée au président du conseil de direction dans un délai de trente-cinq jours.

Mieux vaut faire référence à la date d'envoi de la candidature, ce qui offre plus de sécurité juridique.

2. Le paragraphe 3, alinéa 2, dispose que,

« Sous peine d'irrecevabilité, un acte unique de candidature est introduit pour chaque emploi auquel l'intéressé se porte candidat ».

Cette disposition manque de clarté. Si un acte de candidature doit être introduit pour chaque emploi auquel l'intéressé se porte candidat, il ne peut s'agir d'un acte unique.

Le texte sera clarifié de la manière suivante :

« Un acte de candidature distinct doit être introduit pour chaque emploi auquel l'intéressé se porte candidat ».

Le paragraphe 3, alinéa 2, doit être revu.

Article 472

Au paragraphe 1^{er}, 2°, il s'indique de préciser clairement si le membre a droit à cette allocation même s'il est fonctionnaire à la Région de Bruxelles-Capitale ou dans une autre administration.

Article 474

1. Au paragraphe 1^{er}, dans la version française, il y a lieu de mentionner la demande d'avis visée à l'article 477, alinéa 1^{er}, et non la demande d'avis visée par l'article 468, alinéa 1^{er}.
2. Au paragraphe 3, 3°, il y a lieu d'ajouter, *in fine*, « visée à l'article 468 ».

Article 475

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire que la commission de sélection vérifie les conditions d'admissibilité visées à l'article 466.
2. L'alinéa 5 débute par les mots « Lorsque la commission de sélection statue sur les conditions d'admissibilité... ». Or, en vertu de l'alinéa 1^{er}, la commission de sélection vérifie toujours les conditions d'admissibilité.

Si l'auteur du projet entend faire état de l'hypothèse où la commission statue sur une réclamation, il y a lieu de le mentionner plus clairement.

Article 477

L'alinéa 1^{er}, premier tiret (lire : 1°), dispose que la commission de sélection émet un avis motivé en tenant compte notamment « de l'adéquation du profil du candidat au regard des qualifications requises ».

Cependant, si l'article 468 dispose que le Gouvernement arrête la description de fonction, il ne prévoit pas la possibilité d'exiger des qualifications particulières.

Article 485

Il y a lieu de préciser quelles conditions doit remplir le membre du personnel qui exercera temporairement le mandat et comment il sera sélectionné.

Articles 491 à 493

1. Il semble que les dispositions des articles 491 à 493 ne s'appliquent qu'aux mandataires qui sont fonctionnaires dans une autre institution que le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le représentant du ministre a confirmé qu'il en était bien ainsi et que le texte serait adapté en ce sens.

2. À l'article 491, alinéa 1^{er}, la question se pose de savoir ce qu'il en est de l'agent qui au terme de sa première évaluation a reçu la mention « satisfaisant ».

Article 496

Il y a lieu de préciser ce que l'auteur du projet entend par « une évaluation à 360° ».

Article 502

1. L'alinéa 1^{er} dispose que

« La mention 'favorable' est attribuée au mandataire lorsque celui-ci a atteint les objectifs qui lui [ont été] assignés, que sa contribution est avérée et que sa gestion est compatible avec les valeurs de l'institution ».

Il y a lieu d'écrire « que sa contribution à l'atteinte de ces objectifs est avérée ».

2. Le critère de la compatibilité de la gestion avec les valeurs de l'institution ne peut être admis, à tout le moins tant que lesdites valeurs n'ont pas été expressément mentionnées dans le projet. Ces valeurs doivent être précises, sans lien avec une conception philosophique, idéologique ou politique particulière, et leur respect doit être susceptible d'une évaluation objective. Elle doivent être également d'une importance telle que leur non-respect justifierait à lui seul le refus d'une mention favorable nonobstant le fait que les objectifs aient été atteints et que la contribution du mandataire à l'atteinte de ces objectifs soit avérée.

3. Les alinéas 2 et 3 sont rédigés d'une manière telle que les critères permettant d'attribuer la mention « satisfaisant » et la mention « défavorable » ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. Ainsi, par exemple, par l'usage de la formule « et ou », une contribution personnelle analysée comme « limitée » ou « faible », ces deux adjectifs étant synonymes, peuvent indifféremment conduire à l'une ou à l'autre des deux mentions.

En tout état de cause, mieux vaudrait formuler la disposition de telle sorte qu'une des deux mentions soit résiduelle.

4. Il résulte de ce qui précède que l'article 502 doit être fondamentalement revu.

Article 503

Il résulte de la combinaison des deux phrases composant le paragraphe 2, alinéa 2, que le Gouvernement pourrait renouveler le mandat de celui qui aurait bénéficié de la mention « favorable » à l'issue de sa seconde évaluation, alors même que, tel que le texte est rédigé, il n'aurait pas porté d'appréciation sur le plan de gestion et qu'en vertu des articles 470, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, et 477, alinéa 1^{er}, troisième tiret (lire : 3°), « l'adéquation du plan de gestion avec les objectifs visés à l'article 464 » constitue l'un des critères de la sélection des mandataires.

Cette lacune sera comblée.

Article 505

L'article 505, alinéa 2, première phrase, du projet prévoit que le mandataire qui introduit un recours à l'encontre d'une évaluation peut, à sa demande, être entendu.

Il va de soi que cette audition doit, conformément aux exigences de bonne administration, pouvoir s'exercer dans des conditions qui permettent à l'agent de faire valoir en pleine connaissance de cause son point de vue, ce qui paraît bien impliquer qu'il puisse notamment avoir accès aux pièces du dossier avant son audition.

Article 507

L'alinéa 1^{er} dispose que le mandat prend fin de manière anticipée, notamment en cas de « rétrogradation ». L'on suppose qu'est ainsi visée la sanction disciplinaire de la rétrogradation. L'on se demande cependant comment un mandataire peut être rétrogradé.

Si le mandat prend fin de manière anticipée en cas de rétrogradation, ne faudrait-il pas prévoir, *a fortiori*, qu'il prend fin en cas de révocation ou de démission d'office ?

Comme observé sous l'article 462, le régime disciplinaire des agents de la Région semble difficilement applicable tel quel à un mandataire sans autre précision.

La même observation vaut pour l'article 510, alinéa 3, qui mentionne également la rétrogradation du mandataire.

Article 510

L'alinéa 2 dispose que,

« Les agents visés à l'alinéa 1^{er} dont le mandat prend fin après une période de mandat de dix années consécutives, conservent le bénéfice de leur échelle barémique ».

Il y a lieu d'écrire, si telle est bien l'intention de l'auteur du projet :

« ... conservent l'échelle barémique dont ils bénéficiaient à la fin de leur mandat ».

Article 514

Il y a lieu d'abroger expressément les dispositions incompatibles avec les dispositions nouvelles.

Article 515

Le Conseil d'État n'aperçoit pas le sens de l'article 515, qui pourrait laisser penser que tous les emplois dans le ministère seront déclarés vacants dès l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Article 522

La référence à l'article 115, qui concerne l'exercice de fonctions supérieures, est erronée.

Article 533

S'il peut se concevoir que, dans le cadre de la transition d'un régime statutaire à un autre, les titulaires d'un mandat voient celui-ci prolongé jusqu'à son échéance fixée sur la base des anciennes règles, il n'est pas admissible, au regard des principes d'égalité et de non-discrimination, qu'à la date de la survenance de cette échéance, ils ne soient pas soumis aux règles d'éventuel renouvellement qui sont prévues par le nouveau régime, à savoir principalement par l'article 510 du projet.

La disposition sera revue.

OBSERVATIONS FINALES

1. La concordance entre les versions française et néerlandaise du projet doit être vérifiée.

Cette observation concerne notamment les articles 98, § 2, 100, 114, § 7, 116, § 13, 355, 357, 3^o et 6^o, et 479, alinéa 1^{er}.

2. Il y a lieu de numérotter les éléments d'une énumération par 1^o, 2^o, 3^o, etc. et non par des tirets. Chaque élément de l'énumération se termine par un point-virgule. Partant, il n'y a pas lieu de mettre une majuscule au premier mot de chaque élément de l'énumération. Les 1^o, 2^o, 3^o, se divisent, à leur tour, en a), b), c), etc.

3. Lorsqu'un article se réfère à un autre article de l'arrêté, il y a lieu de mentionner le numéro de cet article sans ajouter les mots « du présent arrêté ».

4. L'auteur du projet veillera à la correction de l'usage de la langue. Par exemple, dans la version française : à l'article 146, alinéa 4, l'on écrira « entretiens intermédiaires » ; à l'article 152, § 1^{er}, l'on écrira « concurremment » ; à l'article 324, *in fine*, de la première phrase, l'on écrira « après que l'avis a été rendu » et non « après que l'avis ait été rendu » ; à l'article 373, § 3, il y a lieu de remplacer le mot « agente » par le mot « agent ».

5. Le sigle € ne s'utilise jamais et le code ISO « EUR » s'emploie uniquement dans des tableaux. Il faut donc employer le mot « euro »³⁵.

*

³⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 6.4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

In het ontwerp wordt bepaald dat dit besluit op 1 juli 2014 in werking treedt. Op die datum treedt eveneens artikel 42, 3°, van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming' in werking, waarbij het huidige artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' door een nieuwe bepaling wordt vervangen. Krachtens de huidige bepaling wijst een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad die algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van het Rijkspersoneel aan, welke van rechtswege van toepassing zullen zijn op het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook op het personeel van de publiekrechtelijke rechtspersonen die van de Gemeenschappen en de Gewesten afhangen.

Door de vervanging van dat artikel 87, § 4, door een bepaling met een andere strekking zal het koninklijk besluit van 22 december 2000 'tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen' (hierna afgekort als het APKB) op 1 juli 2014 zijn rechtsgrond verliezen, zodat de gemeenschaps- en gewestregeringen niet meer gehouden zijn daarnaar te handelen.

Uit de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof volgt dat de bepalingen die de gemeenschappen en gewesten vaststellen evenwel in overeenstemming moeten zijn met de bevoegdheidsverdelende regels zoals die gelden op het ogenblik waarop die bepalingen worden vastgesteld.¹

Indien de steller van het ontwerp nu reeds wil handelen binnen het juridisch kader zoals het vastgelegd zal zijn vanaf 1 juli 2014, de datum waarop de voornoemde bijzondere wet van 6 januari 2014, in werking treedt, kan hij het ontwerp pas vanaf diezelfde datum vaststellen.

Als het daarentegen zijn bedoeling is dat de Regering dat besluit vaststelt vóór 1 juli 2014, moet hij zich richten naar die verordeningsbepalingen die zijn vastgesteld op basis van het huidige artikel 87, § 4, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

¹ GwH 5 december 2006, nr. 192/2006, B.6 tot B.14; zie eveneens 30 april 1997, nr. 25/97, B.2; 18 oktober 2002, nr. 128/2001, B.4; 1 december 2004, nr. 195/2004, B.14.1; 19 september 2007, nr. 119/2007, B.2; 19 april 2008, nr. 68/2008, B.5.2.

De Raad van State gaat uit van die tweede hypothese. Daarom wordt in de volgende opmerkingen naar het APKB verwezen wanneer de bepalingen van het ontwerp ervan afwijken of daarvan lijken af te wijken.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De akkoordbevinding van de minister van Begroting bevindt zich niet in het dossier. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.
2. De stukken met betrekking tot de onderhandelingen met de vakbonden bevinden zich niet in het dossier. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zeer veel bepalingen van het ontwerp zijn een exacte of bijna exacte weergave van de huidige tekst van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'²; andere bepalingen dan weer zijn nieuw.

Het zou nuttig zijn mocht het ontwerp vergezeld gaan van een verslag aan de Regering waarin wordt uitgelegd welke methode de steller ervan gevolgd heeft. In dat verslag moet meer bepaald worden aangegeven wat de nieuwe bepalingen inhouden en hoe ze passen in het geheel van het voorliggende ontwerp.

Zo zou bijvoorbeeld uitleg moeten worden verschaft over het systeem voor de aanwerving en voor de overgang naar een hoger niveau dat, op het stuk van de vereiste voorwaarden, voortaan niet meer alleen berust op enerzijds het diploma, wat de aanwerving betreft, en anderzijds op het slagen voor selectietests, wat de overgang naar een hoger niveau betreft, maar eveneens, zo lijkt het, op de mogelijkheid, voor de kandidaat, om in beide gevallen te steunen op een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat past in een module met tests voor een kwalitatieve selectie, genaamd "instapkaartmodule". Bij die gelegenheid en om een goed begrip en bijgevolg de rechtszekerheid te waarborgen, dient de steller uiteen te zetten hoe de verschillende bepalingen van het ontwerp die deze aangelegenheden regelen in onderling verband dienen te worden gelezen.³

Dat verslag aan de Regering dient overigens aangevuld te worden met een tabel waarin het voornoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999 en het ontwerpbesluit naast elkaar worden geplaatst zodat duidelijk blijkt welke bepalingen van het ontwerpbesluit een weergave zijn van bepalingen van het eerste aangehaalde besluit en welke nieuw zijn.

² Dat opgeheven wordt bij artikel 513, 1°, van het ontwerp.

³ Dat geldt in het aangehaalde voorbeeld voor artikel 36, eerste lid, 3°, en tweede lid, en de artikelen 39, 46 en 47.

Ten slotte wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op de omstandigheid dat, zelfs al neemt hij de bepalingen van het voornoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999 ongewijzigd of bijna ongewijzigd over, die werkwijze dient te worden beschouwd als een nieuwe wilsuiting. Daaruit volgt niet alleen dat de bepalingen in kwestie opnieuw dienen te worden onderzocht door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, zelfs als ze al eerder zijn onderzocht, maar ook dat de op die wijze overgenomen bepalingen aanleiding zouden kunnen geven tot een beroep bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

2.1. Artikel 9, § 3, van het APKB bevat de volgende bepaling:

“De werving en selectie geschiedt in ieder geval op grond van een objectief wervingssysteem dat, naar vorm en inhoud, de nodige waarborgen biedt inzake gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid”.

Die bepaling heeft niets van haar geldigheid verloren en zal ook na 1 juli 2014 niets van haar geldigheid verliezen, aangezien zij de weergave is van het beginsel van de gelijke toegang tot openbare ambten, dat zelf is afgeleid van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie dat verankerd is in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

2.2. Volgens sommige bepalingen van het ontwerp worden de aanspraken en verdiensten van de kandidaten evenwel louter vergeleken op basis van een gesprek met de bevoegde selectie- of bevorderingscommissie, en dat zonder het organiseren van selectietests die voldoende garanties van objectiviteit bieden ter naleving van die beginselen.

Dat geldt voor de aanwervingsprocedures.

Uit artikel 46, eerste lid, tweede zin – waarin wordt bepaald dat een selectie beperkt kan blijven tot de “specifieke module” – en uit artikel 51, § 1, derde lid, eerste zin – waarin wordt bepaald dat de “specifieke module” beperkt kan blijven tot een gesprek met de selectiecommissie – dat de aanwervingstests zich kunnen beperken tot een gesprek met de selectiecommissie, zelfs zonder dat die commissie tijdens dat gesprek beschikt over het *curriculum vitae* of een motivatiebrief van de kandidaat, aangezien de kandidaat anders dan bij de bevorderingsprocedure door verhoging in graad, die stukken niet hoeft over te zenden.

Voor die procedures, en voor die betreffende de overgang naar een hoger niveau zoals geregeld door de artikelen 108 en 109 van het ontwerp, zou een test moeten worden georganiseerd die het mogelijk maakt de aanspraken en verdiensten op objectieve wijze met elkaar te vergelijken – bijvoorbeeld door gebruikt te maken van een anonieme schriftelijke test – en zo de naleving van de voornoemde beginselen te waarborgen.

2.3. Wat de bevorderingsprocedures door verhoging in graad betreft, bepaalt artikel 84, tweede lid, dat de vergelijkende tests in het kader van de verhoging in graad “de specifieke selectiemodule bedoeld in artikel 51” vormen, en stelt artikel 51, § 1, derde lid, eerste zin, dat de “specifieke module” beperkt kan blijven tot een gesprek met de selectiecommissie en dat de aanwervingstests zich kunnen beperken tot een gesprek met die commissie. Voor de betrekkingen van rang A3 moet de kandidaat een directieplan voorstellen.

Overigens luidt het derde lid van hetzelfde artikel 84 als volgt:

“Voor de betrekkingen van de rang A3 en A2 omvat/omvatten de proef/proeven steeds minstens een gesprek met de selectiecommissie, zoals bedoeld in artikel 93”.

Daaruit lijkt *a contrario* te volgen dat voor de rangen B2, C2, D2 en E2 de selectie zal geschieden zonder dat er zelfs een gesprek met de bevorderingscommissie heeft plaatsgevonden.

In het verslag aan de Regering zou moeten worden uitgelegd waarom er aldus een onderscheid wordt gemaakt tussen de betrekkingen van rang A3 en A2, en die van rang B2, C2, D2 en E2.

3. Krachtens de artikelen 10 en 11 van de Grondwet moeten de evaluaties eveneens op objectieve wijze geschieden, te meer daar negatieve evaluaties kunnen leiden tot het verlies van de hoedanigheid van ambtenaar of tot het verlies van het mandaat.

In dat opzicht zijn de evaluatiecriteria waarin het ontwerp voorziet vatbaar voor kritiek. Op dat punt wordt verwezen naar de bijzondere opmerkingen die hierna volgen.

4. Artikel 34, derde lid, luidt als volgt:

“Het samenwerkingsprotocol duidt de partijen bevoegd voor de organisatie van de selecties aan, hierna bedoeld door ‘organisator van de selectie’, en bevat bepalingen betreffende de gehele of gedeeltelijke overdracht van de organisatie van de selecties, desgevallend onder toezicht van SELOR”.

Die bepaling is niet verenigbaar met artikel 87, § 2, eerste lid, tweede zin, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bepaalt dat het personeel van de gewesten en gemeenschappen wordt aangeworven door bemiddeling van het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel, dat SELOR is geworden.

In advies 46.689/2, op 23 juni 2009 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 maart 2010 ‘betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren’, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State geoordeeld dat het ontwerp moest worden gewijzigd

“de manière à omettre toute délégation de compétence du SELOR à des membres des services de la Communauté française pour ce qui concerne le recrutement des ses agents [...]”.

Het voornoemde derde lid kan dus niet aanvaard worden. Alleen SELOR mag de selecties organiseren als het gaat om een aanwerving, ook voor mandaten. Dat geldt niet voor de vergelijkende examens voor de overgang naar het hogere niveau, voor de herplaatsing of voor de

interne mobiliteit.⁴ Artikel 41, tweede lid, dat bepaalt dat “[w]anneer enkel de mogelijkheden van herplaatsing of interne mobiliteit gekozen worden, [...] het ministerie zelf de selectie [organiseert]”, kan bijgevolg aanvaard worden.

Ongeacht de bewoordingen van artikel 87, § 2, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en van het voormelde advies 46.689/2, wordt aanvaard dat de gemeenschaps- en gewestregeringen de grote lijnen kunnen bepalen van de selectieprocedure⁵ en daarin een rol kunnen spelen. Zij kunnen met name selectiecommissies samenstellen die verschillend zijn van SELOR⁶ en de programma's van de tests opstellen.⁷

Bovendien zou volledig aan artikel 87, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 voorbijgegaan worden als SELOR niet nauw bij de wervingsprocedure zou worden betrokken⁸, en “[g]een doorslaggevende rol [zou] vervullen in de selectie en de werving van de ambtenaren”.⁹ Zo bepaalde artikel 8 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 1 december 2006 ‘tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren’, waarover de Raad van State het voornoemde arrest-Regaert heeft gewezen, dat de afgevaardigd bestuurder van SELOR het voorzitterschap van de selectiecommissie waarnam en dat SELOR de leden van die commissie aanstelde. Tevens is het zo dat, hoewel artikel 111 van de Waalse Ambtenarencode bepaalt dat de programma's van de vergelijkende wervingsexamens opgesteld worden door de Regering, zulks geschiedt op advies van SELOR.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontwerp dienovereenkomstig moet worden aangepast, ook wat de selectie van de mandaathouders betreft.

5. Uit verscheidene bepalingen van het ontwerp volgt dat bevorderingsbetrekkingen kunnen worden toegekend door aanwerving. Dat geldt onder andere voor artikel 83, § 2, van het ontwerp.

⁴ In arrest-Amrani van de Raad van State, nr. 185.257, , van 09 juli 2008 wordt geoordeeld dat “zodra het Waals Gewest van plan is de mandaten open te stellen die moeten worden verleend aan personen die niet tot het overheidspersoneel behoren, ze ertoe gehouden is artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in acht te nemen dat voorschrijft deze personen door bemiddeling van SELOR aan te werven”. *A contrario* lijkt een exclusief interne “werving” niet binnen het toepassingsgebied van artikel 87, § 2, te vallen.

⁵ RvS 12 mei 2009, nr. 193.244, Regaert.

⁶ Idem.

⁷ Cf. artikel 111 van de Waalse Ambtenarencode.

⁸ Advies 35.184/2, op 23 juni 2003 verstrekt over een ontwerp dat inzonderheid geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 ‘houdende de Waalse Ambtenarencode’.

⁹ Advies 46.524/2, op 18 mei 2009 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juni 2009 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’. In het advies wordt verwezen naar arrest-Degueldre nr. 142.684, van 25 maart 2005.

Op de vraag op welke wijze die mogelijkheid aansluit bij de, vanuit statutair oogpunt klassiekere, overgang naar een bevorderingbetrekking die alleen mogelijk is voor ambtenaren die reeds bij het ministerie werkzaam zijn, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Lorsqu’il est recouru au recrutement pour un emploi de promotion, il est toujours possible à un agent interne de prendre part à la procédure.

En outre, il convient de tenir compte de l’article 84, dernier alinéa, qui précise que si le candidat n’est pas un agent d’une institution bruxelloise pour laquelle la mobilité intra-régionale est prévue, ce candidat sera soumis aux modules génériques. Le projet prévoit donc bien que le candidat externe à l’administration doit se soumettre à la procédure de recrutement. Simplement, l’article 51 prévoit que pour les emplois dits de promotion, le module générique est organisé conformément à ce que prévoit le conseil de direction pour ces emplois.

L’auteur du projet insiste également sur le fait que la procédure de recrutement dont question ici est conforme à [ce] qui est mis en œuvre au niveau fédéral et dans l’administration flamande. Il s’agit en effet de rendre applicable au niveau régional le ‘screening model’ développé par Selor en 2012”.

Die uitleg dient in het verslag aan de Regering te worden opgenomen. Bovendien dient in het verslag duidelijk te worden uiteengezet waarin dat “screening model” bestaat waarvan de invoering voorgesteld wordt, alsook op welke wijze daarbij tewerk zal worden gegaan.

6.1. Volgens de ontworpen artikelen 98, § 3, en 106, § 2, 1°, zal bij gelijkheid van de kandidaturen voor de betrokken bevordering, voorrang worden gegeven aan de kandidaat die behoort tot het geslacht dat het minst vertegenwoordigd is in deze bevorderingsrang binnen de instelling.

Dergelijke maatregelen van “positieve actie” ten voordele van de kandidaten van het minst vertegenwoordigde geslacht moeten beantwoorden aan de voorwaarden opgesomd in artikel 12¹⁰ van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2008 ‘ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt’.

Paragraaf 2 van het voornoemde artikel 12 luidt als volgt:

“§ 2. Een maatregel van positieve actie kan slechts worden uitgevoerd mits naleving van de volgende voorwaarden:

- er is een kennelijke ongelijkheid;

¹⁰ Die bepaling codificeert op dat punt de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Zie immers GwH 27 januari 1994, nr. 9/94, B.6.2:

“Weliswaar kan worden aanvaard dat in bepaalde omstandigheden ongelijkheden niet onbestaanbaar zijn met het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod, indien zij er juist toe strekken een bestaande ongelijkheid te verhelpen. Toch moeten dergelijke corrigerende ongelijkheden, om bestaanbaar te zijn met het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod, slechts in die gevallen worden toegepast waarin een kennelijke ongelijkheid blijkt, moet het verdwijnen van die ongelijkheid door de wetgever als een te bevorderen doelstelling worden aangewezen, moeten de maatregelen van tijdelijke aard zijn en verdwijnen wanneer het door de wetgever beoogde doel eenmaal is bereikt, en moeten zij niet onnodig andermans rechten beperken.”

Zie eveneens GwH 12 februari 2009, nr. 17/2009, B.22.2.

- het verdwijnen van deze ongelijkheid wordt aangewezen als een te bevorderen doelstelling;
- de maatregel van positieve actie is van tijdelijke aard en van die aard [...] dat hij verdwijnt zodra de beoogde doelstelling is bereikt;
- de maatregel van positieve actie beperkt andermans rechten niet onnodige.”

Het verslag aan de Regering zou de gegevens moeten vermelden die het mogelijk maken zich ervan te vergewissen dat de aldus gestelde voorwaarden vervuld zijn. Zoals de bepalingen thans zijn gesteld, zouden ze immers ook van toepassing zijn in geval van een minimale ongelijkheid in de vertegenwoordiging van beide kunnen.

Het spreekt overigens voor zich dat de Regering zich ervan zal moeten vergewissen dat die voorwaarden vervuld zijn op het ogenblik dat ze de artikelen 98, § 3, en 106, § 2, 1°, zal toepassen.

6.2. Er dient te worden onderstreept dat de toepassing die zal worden gegeven aan de betrokken regelingen verenigbaar moet zijn met de ter zake door het Hof van Justitie van de Europese Unie gedefinieerde beginselen.¹¹ In het arrest-Badeck e. a. van 28 maart 2000 stelt het Hof immers dat

“een maatregel volgens welke vrouwelijke kandidaten in sectoren van de openbare dienst waarin zij ondervertegenwoordigd zijn, bij voorrang moeten worden bevorderd, verenigbaar [is] met het gemeenschapsrecht:

- wanneer hij vrouwelijke kandidaten met een gelijke kwalificatie als hun mannelijke medekandidaten niet automatisch en onvoorwaardelijk voorrang verleent, en
- wanneer de sollicitaties worden onderworpen aan een objectieve beoordeling, die rekening houdt met de bijzondere persoonlijke situatie van alle kandidaten”¹².

In hetzelfde arrest wordt ook gepreciseerd dat

“uitsluitend in geval de kwalificatie geen keuze tussen een vrouwelijke of een mannelijke kandidaat mogelijk maakt, voor de vrouwelijke kandidaat [dient] te worden gekozen, wanneer dit voor de verwezenlijking van de doelstellingen van het betrokken stimuleringsprogramma nodig blijkt en geen zwaarder wegende juridische reden zich daartegen verzet” (§ 33).

Bovendien en vooral is het volgens het arrest-Badeck e.a. noodzakelijk dat de regeling

“verzekert dat de sollicitaties worden onderworpen aan een objectieve beoordeling, die rekening houdt met de bijzondere persoonlijke situatie van alle kandidaten” (§ 37).

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 477, vierde lid, van het ontwerp.

¹¹ Zie advies 51.204/4, op 26 april 2012 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 2 juni 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel’, *Belgisch Staatsblad*, 8 juni 2012.

¹² HvJ 28 maart 2000, C-158/97, Badeck e.a., § 23; zie eveneens HvJ 30 september 2004, C-319/03, Briheche, § 23-24.

7. In het ontwerp wordt meermaals gewag gemaakt van “rang 2 en 3”, “de betrekkingen van rang 2 en 3” of “de betrekkingen van rang 3”. Het is beter om specifiek gewag te maken van “de rangen A2, A3, B2, C2, D2 en E2” of “rang A3”.

8. In principe behoort niet te worden bepaald dat een beslissing moet worden gemotiveerd, aangezien die verplichting reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Deze opmerking heeft inzonderheid betrekking op artikel 87, § 1, tweede en derde lid, artikel 475, tweede lid¹³, en artikel 478, tweede lid.

9. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest telt sinds zijn ontstaan onder zijn personeelsleden ambtenaren die uit andere overheidsinstellingen afkomstig zijn.

Naar aanleiding van die overhevelingen zijn aan die ambtenaren in vele gevallen geldelijke garanties geboden.

Zo bepalen de artikelen 40, § 2, en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’ dat de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Gewest en de personeelsleden van de Brusselse agglomeratie die naar diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zijn overgeheveld, overgedragen worden met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Bovendien:

“(…) behouden (zij) ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overdracht bekleedden”.

Artikel 79bis, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet, verwijst zijnerzijds naar een samenwerkingsakkoord voor de overheveling van het personeel dat onder de vroegere provincie Brabant ressorteerde.

In dat samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994, en inzonderheid in artikel 8 ervan, staat:

“De overgehevelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit. Zij behouden eveneens de toelagen, de vergoedingen of de premies en de andere voordelen die zij bij de provincie Brabant genoten overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was.

Zij behouden de voordelen die aan een functie verbonden zijn slechts voor zover de voorwaarden van de toekenning ervan blijven bestaan in de instelling waarnaar ze overgeheveld werden.

¹³ Zie in die zin de opmerking onder artikel 8 in het advies 41.791/4 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 april 2007 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Onverminderd de toepassing van het tweede lid, wordt aan de overgehevelde ambtenaren die op het ogenblik van de overheveling een taalpremie genoten, de som van het bedrag van de individuele wedde en van het bedrag van de taalpremie die zij op 31 december 1994 genoten, beide vastgesteld volgens basisindex 138,01, ten persoonlijke titel gewaarborgd.”

Gelet op inzonderheid die teksten dient de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die verkregen rechten te eerbiedigen.

Onder voorbehoud dat die verkregen rechten geëerbiedigd worden, maakt de afdeling Wetgeving van de Raad van State in dit advies bijzondere opmerkingen betreffende de bezoldigingsregeling en de administratieve en geldelijke anciënniteit van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

10. De redactie van de ontworpen artikelen 265 tot 268 moet worden gewijzigd, waarbij rekening moet worden gehouden met de omstandigheid dat de uitvoerende macht op provinciaal niveau in het Vlaams Gewest ‘deputatie’ wordt genoemd, doch niet ‘bestendige deputatie’, en in het Waals Gewest ‘provinciaal college’, en dat de binnengemeentelijke territoriale organen bedoeld in artikel 41, tweede tot vierde lid, van de Grondwet in het Waals Gewest, wat het gekozen orgaan betreft, niet ‘districtsraden’ worden genoemd, maar ‘sectorraden’.¹⁴

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. In het derde lid behoort geen melding te worden gemaakt van de wijzigingen die vroeger aangebracht zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.¹⁵

2. In de aanhef moeten alle besluiten worden vermeld die door de artikelen 512 en 513 worden opgeheven, alsook die welke zouden moeten worden vermeld onder de wijzigings- en opheffingsbepalingen naar aanleiding van de onder artikel 514 geformuleerde opmerking.

¹⁴ In eenzelfde zin, zie algemene opmerking nr. 5 in advies 51.255/4, op 11 juni 2012 verstrekt over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’, dat zelf citeert uit advies 51.355/2, op 6 juni 2012 verstrekt over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’.

¹⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

3. In het vijfde tot het zevende lid moeten de datums worden vermeld van het advies en van de akkoordbevindingen waarnaar wordt verwezen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In artikel 1 zou melding moeten worden gemaakt van twee richtlijnen die bij het ontwerp worden omgezet, namelijk:

1° richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 ‘inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie’;

2° richtlijn 2010/18/EU van de Raad van 8 maart 2010 ‘tot uitvoering van de door BUSINESSEUROPE, UEAPME, het CEEP en het EVV gesloten herziene raamovereenkomst en tot intrekking van Richtlijn 96/34/EG’.

2. Het zou beter zijn om van elke paragraaf van artikel 1 een afzonderlijk artikel te maken.

3. Paragraaf 2 luidt als volgt :

“Wanneer dit besluit voorziet in het versturen van een brief of een aangetekend schrijven met of zonder een ontvangstbewijs, dan wordt het versturen via een elektronische procedure die, op een aantoonbare wijze en aangepast aan de omstandigheden, de authenticiteit en de integriteit van de inhoud van de communicatie waarborgt, beschouwd als equivalent. Het gebruik van de elektronische identiteitskaart of de elektronische vreemdelingenkaart kan verplicht worden opgelegd.”

Wanneer er geen andere garanties worden geboden, stemt het verzenden van een e-mailbericht evenwel niet overeen met een “elektronische procedure die, op een aantoonbare wijze en aangepast aan de omstandigheden, de authenticiteit en de integriteit van de inhoud van de communicatie waarborgt”.

4. Paragraaf 3 luidt als volgt :

“Wanneer dit besluit voorziet in een termijn wordt deze berekend in kalenderdagen, tenzij anders voorzien.”

De uitdrukking “kalenderdag” behoort te worden vermeden. Er dient gebruik te worden gemaakt van het woord “dag”, waarmee gewoon naar alle dagen wordt verwezen. Een termijn die in “dagen” wordt uitgedrukt, doelt, zonder dat dit hoeft te worden vermeld, op de “kalenderdagen”, die voor sommige aangelegenheden, zoals de overheidsopdrachten, worden onderscheiden van de “werkdagen”.

Deze bepaling is dan ook overbodig en behoort te vervallen.

Daar staat tegenover dat een definitie moet worden gegeven van het begrip “werkdagen”, dat in verschillende bepalingen van het ontwerp wordt gebruikt. Dat is het geval met de artikelen 169, derde lid, 172, § 3, 184, § 1, 190, 191, tweede lid, 192, 193, 200, eerste lid, 222, eerste lid, 240, eerste lid, 241, 246, enz.

Artikel 6

1. Paragraaf 2 luidt als volgt:

“De ambtenaar kan, buiten de gevallen van kwade trouw, persoonlijk voordeel of valse aangifte die een dienst of persoon schade toebrengen, niet onderworpen zijn aan een tuchtstraf of een andere vorm van openlijke of verdoken sanctie, om de enkele reden dat hij onregelmatigheden aangeeft of bekend maakt”.

Aangezien artikel 6, § 1, de ambtenaar verplicht om zijn hiërarchische meerdere of, indien nodig, een hogere hiërarchische meerdere op de hoogte te stellen van elke onwettigheid of onregelmatigheid waarvan hij kennis heeft - en dit onverminderd de verplichting die krachtens artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering aan hem is opgelegd om van de misdaden of wanbedrijven waarvan hij in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt, dadelijk aangifte te doen bij de procureur des Konings - zou het aangifte doen van dergelijke feiten hem alleen kunnen worden verweten indien hij wist of had moeten weten dat het ging om feiten die onjuist waren of die geen onwettigheden, onregelmatigheden, misdaden of wanbedrijven vormden. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom kwade trouw of persoonlijk voordeel bij het aangeven van bewezen feiten daarvan een tuchtvergriep zouden maken, temeer daar die begrippen in deze context niet erg duidelijk zijn. Kwade trouw lijkt overeen te stemmen met het aangifte doen van feiten die onjuist zijn of geen onwettigheden, onregelmatigheden, misdaden of wanbedrijven vormen. Wat het persoonlijk belang betreft, heeft een ambtenaar die bijvoorbeeld aangifte doet van pesterijen op het werk jegens hem, er uiteraard persoonlijk belang bij dat een einde wordt gemaakt aan de feiten waarvan hij het slachtoffer is en dat de schuldige wordt gestraft.

Wat het bekend maken van onregelmatigheden betreft, moet de kwestie worden geregeld op grond van artikel 10 van het ontwerp, waarin de vrijheid van meningsuiting van de ambtenaar wordt verankerd ten aanzien van de feiten waarvan hij kennis heeft uit hoofde van zijn ambt.

2. Indien de woorden “of een andere vorm van openlijke of verdoken sanctie” , in paragraaf 2, verwijzen naar maatregelen die tot doel hebben een sanctie op te leggen, die niet de vorm van een tuchtstraf aannemen, maar bijgevolg een verdoken tuchtstraf vormen, moeten deze woorden worden vervangen door de woorden “of elke andere vorm van verdoken tuchtstraf”.

3. Achteraan in paragraaf 2, moet het woord “onregelmatigheden” worden vervangen door de woorden “onwettigheden of onregelmatigheden” teneinde aan te sluiten bij wat in de eerste paragraaf is geschreven.

Boek I, titel II, hoofdstuk IV

1. In verband met het opstellen van het personeelsplan en het aanwijzen van de instantie die bevoegd is om het vast te stellen, kan niet worden aanvaard dat de regering zich beperkt tot het zich akkoord verklaren met het personeelsplan dat door het bestuur werd opgesteld. Het bestuur is immers geen afzonderlijke entiteit van de regering, maar is ondergeschikt aan het hiërarchisch gezag ervan. Zoals bepaald in artikel 87, § 2, eerste lid, van de voorvermelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, dient de regering het personeelsplan vast te stellen.

2. In het eerste artikel van hoofdstuk IV moet een definitie worden gegeven van het personeelsplan.

3. Dat het personeelsplan aan alle personeelsleden wordt meegedeeld, zoals bepaald wordt in artikel 18, § 5, is niet voldoende. Het moet ook worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* zodat alle belanghebbende personen er kennis van kunnen nemen.

Artikel 18

In artikel 18 wordt het volgende bepaald:

“De directieraad werkt het personeelsplan uit op basis van voorstellen uitgewerkt door de besturen”.

De woorden “de besturen” zouden duidelijk moeten worden gedefinieerd, daar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest immers maar één ministerie telt dat is onderverdeeld in diensten, wat wordt bevestigd in artikel 1, 2° en 4°, van het ontwerp. Die definitie is des te noodzakelijker daar het begrip “bestuur” nog herhaaldelijk in het vervolg van het voorliggende ontwerp voorkomt.

Artikel 20

Dat de rol van de regering wordt beperkt tot het geven van aanbevelingen aan de directieraad voor het opstellen van het organogram, kan niet worden aanvaard.

Het tweede lid moet vervallen.

Artikel 34

1. In voornoemde advies 41.791/4 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State, met betrekking tot een procedé waarbij een ministeriële beslissing door de regering moet worden goedgekeurd, het volgende opgemerkt:

“In het ontworpen artikel 24, vierde lid, 3°, wordt bepaald dat de minister (het) huishoudelijk reglement [van de selectiecommissies] opstelt dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Dat komt erop neer dat aan de Minister de bevoegdheid wordt opgedragen om die werkingsregels op te maken en die regels aan een procedure tot goedkeuring door de Regering te onderwerpen, zonder dat de Regering rechtstreeks over de bevoegdheid beschikt om die regels vast te stellen.

Zo een procedé is ongebruikelijk in de werkwijze van de Regering [...]. Bij dat procedé wordt de techniek van de delegatie vermengd met een techniek die lijkt op een bijzonder goedkeuringstoezicht.

Het is beter gewoon te bepalen dat de Minister de werkingsregels van de commissie opmaakt, zonder goedkeuring door de Regering, ofwel dient het ontwerp aldus te worden aangevuld dat daarin rechtstreeks wordt vermeld welke regels toepasselijk zijn op de wijze van functioneren van elk van de commissies.”

In casu zou het beter zijn te bepalen dat het protocol wordt gesloten ofwel door de regering en SELOR ofwel door de minister en SELOR.

Boek I, titel III, hoofdstuk I, afdeling 2

In artikel 35 worden “algemene toelaatbaarheidsvereisten” vastgelegd. Artikel 37 heeft betrekking op de “bijzondere toelaatbaarheidsvereisten” die kunnen worden opgelegd.

De in artikel 36 bedoelde voorwaarden dienen nader te worden omschreven. Die verduidelijking is des te noodzakelijker daar artikel 45 bepaalt dat nagegaan wordt of de algemene en specifieke toelaatbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn wat, bij de huidige stand van het ontwerp, dus niet doelt op de in artikel 36 vermelde voorwaarden die noch als algemeen, noch als specifiek worden bestempeld.

Artikel 36 zou bovendien beter na artikel 37 komen.

Men zou zich ook de vraag kunnen stellen of het niet beter zou zijn artikel 36, eerste en tweede lid, op te nemen in artikel 35.

Artikel 35

Aangezien de kwestie welke nationaliteit men moet bezitten om aangeworven te kunnen worden, wordt geregeld bij de ordonnantie van 11 juli 2002 ‘tot verruiming van de nationaliteitsvoorwaarden voor de toegang tot betrekkingen in het gewestelijk openbaar ambt’, gaat het in principe niet aan om, in de bepaling onder 1°, het dispositief van deze wetsbepaling over te nemen in een verordeningsbepaling. Als de steller van het ontwerp het voor de

leesbaarheid van het dispositief nuttig acht om die norm met hogere rechtskracht over te nemen, dan is hij vrij om dat te doen, maar moet hij in de tekst aangeven dat het de memorering van die norm betreft, bijvoorbeeld door middel van de formule :

“1° Overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 11 juli 2002 tot verruiming van de nationaliteitsvoorwaarden voor de toegang tot betrekkingen in het gewestelijk openbaar ambt, Belg zijn wanneer de betrekking een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan het openbaar gezag inhouden of werkzaamheden omvatten strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat of andere openbare instanties”.

Artikel 36

1. Uit het eerste lid, 3°, en het tweede lid, alsook uit de artikelen 47 en volgende vloeit voort dat de houder van een diploma dat toegang verleent tot niveau B (bachelor), via aanwerving kan worden benoemd in niveau A :

1° als hij slaagt voor de “instapkaartmodule” of een “getuigschrift van competenties verworven buiten diploma” behaalt;

2° als hij slaagt voor de selectietests die ten minste uit de specifieke module bestaan.

Uit artikel 108 vloeit voort dat de houder van een diploma dat toegang verleent tot niveau B (bachelor), in niveau A kan worden benoemd door middel van een bevordering door overgang naar een hoger niveau :

1° als hij slaagt voor een eerste reeks tests waarvan het doel vrij veel gelijk is op dat van de “instapkaartmodule”;

2° als hij slaagt voor een tweede reeks tests die bestaat in het volgen van en het slagen voor cursussen uit het masterprogramma van een universiteit of hogeschool;

3° als hij slaagt voor de specifieke module en, in voorkomend geval, de tussenmodule.

De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen dat, voor de houders van een bachelordiploma, de voorwaarden voor benoeming in niveau A door aanwerving minder streng zijn dan de voorwaarden voor benoeming in hetzelfde niveau A door overgang naar een hoger niveau, temeer daar er voor de niveaus B, C en D een parallellisme bestaat tussen de voorwaarden voor benoeming door aanwerving en de voorwaarden voor benoeming door overgang naar een hoger niveau.

2. Het zou beter zijn de voorwaarden op te geven in de onderstaande logische volgorde:

1° diplomavereiste;

2° slagen voor de selectie;

3° slagen voor de proeftijd.

3. Het tweede lid luidt als volgt :

“In uitzondering op de vorige alinea wordt de toegang tot het niveau A via aanwerving beperkt tot de kandidaten die bovendien minstens beschikken over een diploma of studiegetuigschrift dat minstens overeenkomt met het niveau B, volgens de bij dit besluit toegevoegde tabel.”

Aangezien het hier gaat om een afwijking van de algemene regel dat men houder moet zijn van een masterdiploma om toegang tot niveau A te krijgen, moet worden gepreciseerd in welke gevallen van deze afwijking kan worden gebruikgemaakt.

Bovendien moet de betrokkene, overeenkomstig het eerste lid, 3°, en artikel 47, houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma of moet hij geslaagd zijn voor de instapkaartmodule. Hieraan moet worden herinnerd in het verslag aan de regering.

Artikel 37

1. In artikel 37 wordt het volgende bepaald:

“Voor een bepaalde selectie kunnen er de volgende bijzondere toelaatbaarheidsvereisten opgelegd worden:”

Rekening houdend met de bepalingen onder 4° en 5°, dient te worden geschreven dat bijzondere toelaatbaarheidsvereisten kunnen worden “vastgelegd”. Voor die bepalingen onder 4° en 5°, gaat het immers niet om het opleggen van bijkomende vereisten, maar om het aanvaarden van minder strenge vereisten.

2. Voorgesteld wordt om de bijzondere vereisten op te geven in de onderstaande volgorde :

1° en 2°: de minder strenge diplomavereisten (huidige bepalingen onder 4° en 5°);

3° het bezit van een specifiek diploma dat toegang verleent tot het ambt (huidige bepaling onder 2°);

4° het bezit van de “vormingsdiploma’s of –getuigschriften” voor de niveaus A, B en C (huidige bepaling onder 7°);

5° het bezit van bepaalde “vormingsattesten” voor de niveaus D en E (huidige bepaling onder 6°) (net als in de huidige bepaling onder 7° moeten de woorden “en voor zover de houders van die attesten houder zijn van één van de studiebewijzen vermeld in artikel 36, 3°” eraan worden toegevoegd);

6° de beroepservaring (huidige bepaling onder 3°);

7° de medische geschiktheid (huidige bepaling onder 8°);

8° de andere vereisten (huidige bepaling onder 1° in de nieuwe lezing ervan).

3. De bepaling onder 1° maakt gewag van “bijzondere wervingsvoorwaarden wanneer de aard van het ambt het vereist”.

De begrippen “bijzondere toelaatbaarheidsvereisten” en “bijzondere wervingsvoorwaarden” lijken redundant. Volgens de gemachtigde ambtenaar doelt de bepaling onder 1° bijvoorbeeld op het vereiste van een rijbewijs.

Er wordt voorgesteld om die bepaling te redigeren als volgt: “andere voorwaarden die door de aard van het ambt zijn vereist”.

Artikel 38

Dit artikel bepaalt dat, vooraleer een selectie te organiseren, een herplaatsing wordt overwogen.

Er wordt voorgesteld om te preciseren dat het gaat om de herplaatsing zoals gedefinieerd in artikel 136.

Artikel 41

1. Het eerste lid luidt als volgt:

“De selecties waarbij externe kandidaten opgeroepen worden die niet behoren tot het personeel van het ministerie, worden minstens in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd, met inachtneming van een redelijke termijn tussen de publicatie van de vacature en de uiterste datum van kandidaatstelling.”

Er moet worden geschreven: “de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen”.

2. Ten slotte moeten telkens, zoals voor de procedure van de bevordering door verhoging in graad, alle gegevens worden vermeld die in de oproep tot kandidaatstelling moeten worden opgenomen.

Onder die gegevens moeten de eventuele afwijkingen van de diplomavereisten vermeld worden.

Artikel 42

1. Zoals voor de bevorderingscommissies moet worden bepaald dat:

1° de leden van de selectiecommissie die personeelslid zijn, een rang hebben die ten minste gelijk is aan de rang van de te verlenen betrekking;

2° de leden van de commissie die personeelslid zijn, behoren tot het bestuur of de besturen waar de betrekking vacant is, tenzij het gaat om een transversale selectie.

2. Paragraaf 1 bepaalt dat de organisator voor elke selectie een selectiecommissie samenstelt en de samenstelling van deze commissies regelt.

Indien het gaat om een selectie die door SELOR wordt georganiseerd, mag de manier waarop SELOR te werk gaat, niet in het ontwerp worden geregeld.

Artikel 43

Er moet worden geschreven: “(...) bepalen (...) de functiebeschrijving van de in te vullen betrekking waarin ook de kwalificaties en de competenties worden opgenomen die voor deze betrekking vereist zijn”.

Artikel 44

In de bepaling onder 1° moeten de woorden “en deelnemingsvoorwaarden”, die niet in artikel 37 voorkomen, vervallen.

Artikel 47

1. Uit de artikelen 1, 12°, 36, eerste lid, 3°, en 47 vloeit voort dat een kandidaat aan een test kan deelnemen zonder in het bezit te zijn van het vereiste diploma of getuigschrift, indien hij in het bezit is van een “getuigschrift van competenties verworven buiten diploma”.

Artikel 1, 12°, vermeldt dat het getuigschrift van competenties verworven buiten diploma, een getuigschrift is:

“met als doel de bekwaamheid die de persoon via formele of niet-formele opleiding verworven heeft, te bekrachtigen en te bewijzen”.

Hieromtrent dient nadere uitleg te worden verschaft. Gaat het enkel om het bewijzen en bekrachtigen van een bekwaamheid die buiten het bestuur is verworven, of ook van een bekwaamheid die binnen het bestuur is verworven? Hoe valt dit mechanisme in dat laatste geval te rechtvaardigen, terwijl er een reeks tests – waaronder de “instapkaartmodule” – bestaat

waarmee de betrokkene kan tonen wat hij waard is? Wie geeft dat getuigschrift af?¹⁶ Wat wordt verstaan onder “formele of niet-formele opleiding”? Moet er een theoretische of praktische test worden afgelegd vooraleer een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma wordt afgegeven? Zou het niet beter zijn te vermelden dat uit dat getuigschrift moet blijken dat degene aan wie het is afgegeven, beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die vereist worden op een hoger niveau dan datgene waarop hij krachtens zijn diploma(s) of zijn studiegetuigschrift(en) aanspraak kan maken?

Op vragen in dit verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“le certificat de compétences acquises vise uniquement à attester et valider une compétence acquise en dehors de l’administration.

L’instance qui délivre ce type de certificat est un organisme de formations professionnelles (type Bruxelles-Formation, VDAB, Forem, etc.). Les conditions de délivrance de ces certificats sont réglées, à ce stade, par les autorités communautaires. Le Ministre intervient ici, sur avis du Comité de gestion d’Actiris, pour rendre ‘valables’ ces certifications dans la sphère régionale.

Le certificat de compétences acquises a en effet la même valeur que la ‘carte d’accès’”.

Het dispositief moet in die zin worden aangepast.

2. Met de “instapkaartmodule” wordt nagegaan of de kandidaat beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die op een bepaald niveau vereist worden. De “generieke module” maakt een selectie op basis van de generieke vaardigheden die verbonden zijn aan een functieniveau.

Er moet, op zijn minst in het verslag aan de Regering, duidelijk worden gemaakt wat het verschil is tussen “basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden” en “generieke vaardigheden”.

Artikel 51

1. In paragraaf 1, derde lid, moet melding gemaakt worden van de selectiecommissie die samengesteld is overeenkomstig artikel 42, en niet van de jury die samengesteld is in overeenstemming met artikel 42.

2. Terwijl artikel 51, § 2, bepaalt dat de specifieke module verloopt overeenkomstig de procedures voor bevordering door verhoging in graad, verwijst artikel 84, tweede lid, met betrekking tot deze procedures door verhoging in graad naar “de specifieke selectiemodule bedoeld in artikel 51”. In artikel 92, § 2, zijnerzijds, wordt “de betrekking” vermeld die wordt toegekend overeenkomstig de regels inzake aanwerving.

¹⁶ Artikel 47, tweede lid, preciseert dat dit getuigschrift eveneens kan worden behaald bij een instelling die door de minister is erkend. Op basis van die precisering kan evenwel niet worden bepaald wie dat getuigschrift doorgaans afgeeft.

Een dergelijke tekst is onduidelijk en onsamenhangend; hij dient te worden herzien.

Artikel 52

In de tweede zin kan niet worden aanvaard dat de termijn na afloop waarvan de kandidaat wordt opgeroepen, aanvangt op “de verzendingsdatum van de oproep”.

Men dient de termijn te laten aanvangen bij de ontvangst van de oproep of, op zijn minst, op de datum die volgens het ontwerp geldt als de datum waarop de oproep wordt geacht te zijn ontvangen.

Artikel 54

1. Er moet worden voorzien in een dergelijke wijze van bekendmaking van de rangschikking van de kandidaten dat zij niet alleen van hun eigen uitslag maar ook van de volledige rangschikking kennis kunnen nemen.

2. In paragraaf 2, eerste lid, is het de Raad van State niet duidelijk wat - in een besluit dat bestemd is om unilateraal van toepassing te zijn op de betrokken ambtenaren - de autonome betekenis van de eerst zin is vergeleken met de tweede zin, tenzij het dispositief zo moet worden begrepen dat de geslaagden niet uit de rangschikking worden geschrapt als ze een betrekking weigeren.

Indien zulks inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is, moet de tekst in die zin worden verduidelijkt.

Artikel 60

De Raad van State stelt zich vragen bij de relevantie van de bepaling die het personeelslid op proef de mogelijkheid biedt om zijn proeftijd te vervullen in een ministerieel kabinet. Luidens artikel 61, § 1, is de proeftijd immers “bedoeld om [het personeelslid op proef] optimaal te integreren in zijn bestuur”. De taken die een lid van een ministerieel kabinet uitvoert, kunnen echter wezenlijk verschillen van de taken die aan een ambtenaar worden toegewezen. Hun taken zijn immers uit de aard der zaak verschillend : terwijl het ministerieel kabinet de algemene beleidslijnen bepaalt, heeft het bestuur tot taak ze te concretiseren en uit te voeren. De naar gelang van het geval vereiste vaardigheden, bekwaamheden en competenties zijn bijgevolg niet noodzakelijk dezelfde. Om het nut van de proeftijd met betrekking tot de taken die eigen zijn aan de openbare dienst, te waarborgen, lijkt het dan ook raadzaam om de proeftijd te schorsen gedurende de detachering bij een ministerieel kabinet.

Boek I, titel III, hoofdstuk II, afdelingen 2 en 3

1. Afdeling 2 betreft “[d]e inhoud van de [proeftijd]” en afdeling 3 “[h]et verloop van de [proeftijd]”.

Hoewel de artikelen 62 tot 64 betrekking hebben op het verloop van de proeftijd, zijn ze in afdeling 2 ondergebracht.

Ze zouden deel moeten uitmaken van afdeling 3.

2. In artikel 61, § 1, is er sprake van “het personeelslid [...] bevoegd voor de stagebegeleiding”, in artikel 61, § 3, is er sprake van “het personeelslid belast met de leiding van de stage” en in de artikelen 62 tot 64 is er sprake van “de stagebegeleider”. Bovendien is er in de Franse tekst van de artikelen 62 en 63 sprake van “l’accompagnateur de stage”, terwijl er in de artikelen 64 en volgende sprake is van “l’accompagnateur du stage”.

Er dient een eenvormige terminologie te worden gehanteerd, waarbij met het begrip “proeftijd”, in de Nederlandse versie, moet worden gewerkt.

Artikel 61

Moet er niet worden bepaald dat het personeelslid bevoegd voor de begeleiding van de proeftijd ten minste de graad van het personeelslid op proef moet hebben?

Artikel 62

De nummering “§ 1” moet vervallen aangezien er geen paragraaf 2 volgt.

Artikel 63

1. In verband met het personeelslid op proef dat zijn proeftijd in een ministerieel kabinet vervult, vermeldt het tweede lid een “integratietraject”.

Dat begrip wordt in geen enkele bepaling van het ontwerp gedefinieerd en wordt evenmin in verband met de normale proeftijd vermeld.

Het ontwerp moet worden aangepast om die moeilijkheid op te lossen.

2. In het tweede lid moeten de woorden “de vormingsdienst van het ministerie” worden vervangen door de woorden “het HRM”.

Artikel 64

In het eerste lid wordt bepaald dat de begeleider van de proeftijd de verslagen, bedoeld in de artikelen 62, 67, 70 en 72, opmaakt.

De artikelen 62 en 67 maken evenwel geen melding van een verslag, wat artikel 68, vierde lid daarentegen wel doet. Er moet dus naar deze bepaling worden verwezen.

Artikel 79

De Raad van State ziet niet in wat juist bedoeld wordt met de volgende woorden:

“Het ontslag van de stagiair treedt in werking de eerste werkdag na het vervallen van de termijn die voorzien werd voor het instellen van een beroep”.

Daar het ontslag van het personeelslid op proef hoe dan ook een beslissing van de benoemende overheid vooronderstelt, gaat de opzeggingstermijn in op het ogenblik van die beslissing.

Artikel 81

Gelet op artikel 87, § 2, tweede lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, moet het eerste lid worden weggelaten.

Artikel 84

1. Daar het tweede en het vierde lid, naar het zich laat aanzien, alleen op rang A2 en A3 betrekking hebben, moeten ze worden ondergebracht in onderafdeling 2, met als opschrift “De bevordering tot een graad van rang A3 en A2”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 86, § 3.

2. In het derde lid wordt “de selectiecommissie, zoals bedoeld in artikel 93” vermeld.

Men schrijve “de bevorderingscommissie bedoeld in artikel 93”.

3. Het vierde lid moet met artikel 86, § 3, worden samengevoegd.

Artikel 85

1. In paragraaf 3, 2° (en niet: tweede streepje), behoort niet te worden verwezen naar het begin van de termijn, aangezien die kwestie geregeld wordt en overigens op een andere manier geregeld wordt in artikel 86, § 1.

2. Gelet op artikel 86, § 1, moet worden geschreven dat in de bekendmaking van de vacante betrekking wordt aangegeven dat de kandidatuur aan de voorzitter van de directieraad moet worden gezonden.

Artikel 86

In paragraaf 1 moeten, wat betreft de dag waarop de termijn ingaat, de volgende woorden worden toegevoegd: “, ofwel, voor kandidaten die niet tot het ministerie behoren, op de dag die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*”.

Artikel 88

Men schrijve:

“De bevorderingen door verhoging in graad worden verleend door de overheid die de benoemingen in het betreffende niveau verricht”.

Artikel 91

Artikel 91 vermeldt de ambtenaren die “onderworpen zijn aan een (...) tuchtstraf”.

De steller van het ontwerp moet preciseren wat hij daaronder verstaat. Betreft het een tuchtstraf in uitvoering of een niet-uitgewiste tuchtstraf? In het eerste geval wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat bepaalde tuchtstraffen in een keer uitgewerkt zijn en niet gespreid in de tijd worden uitgevoerd.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 100 en 107, § 2.

Artikel 93

1. Uit de rechtspraak van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State volgt dat wanneer een collegiaal optredend orgaan de aanspraken en verdiensten van kandidaten van de twee taalrollen moet vergelijken, dat college krachtens de voorwaarden die voortvloeien uit artikel 39, § 1, en artikel 17, § 1, van de gecoördineerde wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’ zo moet zijn samengesteld dat het in staats is iedere kandidaat in diens eigen taal te ondervragen en te horen, en kennis te nemen van elk document betreffende die kandidaat dat krachtens de voornoemde bepalingen in diens taal moet zijn gesteld. Die voorwaarden moeten als vervuld worden beschouwd zodra ten minste één lid van dat college dat tot dezelfde taalrol als de kandidaat behoort aanwezig is en aan de overige leden uitleg kan geven over de reikwijdte van wat de kandidaat zegt en over de inhoud van de documenten die op hem betrekking hebben.¹⁷

¹⁷ RvS 30 maart 2010, arrest nr. 202.605. Artikel 39, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen, dat verwijst naar artikel 17, § 1, van diezelfde gecoördineerde wetten, is bij artikel 32, § 1, van de wet van

Hoewel de ontworpen bepaling, waarin wordt voorgeschreven dat ten minste één lid van de bevorderingscommissie tweetalig moet zijn, beantwoordt aan de voorwaarde die de rechtspraak heeft gesteld, geldt zulks niet voor de bepaling die louter voorziet in de mogelijkheid dat, wanneer niet minstens één tweetalig lid aanwezig is, de commissie door een tweetalig personeellid wordt bijgestaan. Aldus wordt immers niet gewaarborgd dat minstens één lid van de commissie de kandidaat in diens eigen taal kan ondervragen en verstaan, kennis kan nemen van de documenten betreffende die kandidaat en aan de andere leden uitleg kan geven over de reikwijdte van wat de kandidaat zegt en over de inhoud van de documenten die op hem betrekking hebben.

Paragraaf 4 moet worden herzien teneinde met deze opmerking rekening te houden.

2. Het tweede lid van paragraaf 5 houdt geen verband met het eerste lid en moet een aparte paragraaf vormen.

Artikel 94

Er moet een duidelijk onderscheid worden gemaakt tussen de criteria voor het beoordelen van de kandidaten (§ 1) en de gegevens op basis waarvan moet worden uitgemaakt of de kandidaat aan die criteria beantwoordt (§ 2).

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 103.

Artikel 95

Men schrijve: “rekening houdend met de criteria en de gegevens bepaald in artikel 94”.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 104, § 2, tweede lid.

Artikel 97

In het eerste lid moet, zoals in artikel 105, eerste en tweede lid, worden uiteengezet op welke wijze van het voorstel kennis wordt gegeven aan de kandidaat (en niet aan de ambtenaar).

Artikel 98

1. In paragraaf 2 schrijve men “het definitief voorstel van rangschikking”.

2. De vraag rijst of in paragraaf 3 niet moet worden bepaald, zoals in artikel 106, § 2, 2°, dat de voorkeur wordt gegeven aan de kandidaat met de hoogste graadanciënniteit wanneer verscheidene kandidaten gelijk staan en het criterium van het geslacht reeds is toegepast.

Artikel 102

In het tweede lid, 1°, wordt bepaald dat de selectiecommissie samengesteld is uit onder meer “een HRM-verantwoordelijke of zijn afgevaardigde van minstens rang C1”.

Het lijkt moeilijk te aanvaarden dat een ambtenaar van rang C1, ongeacht zijn competenties inzake *human resources*, deelneemt aan de selectie van een ambtenaar van rang B2.

Er moet worden bepaald dat de afgevaardigde van het HRM op zijn minst rang B1 heeft.

Artikel 103

In paragraaf 1 moet het woord “onderzoeken” worden vervangen door het woord “beoordelen”.

Artikel 108

1. Het begrip “ECTS-studiepunten” moet reeds in paragraaf 4 van artikel 108 worden gedefinieerd, en niet in artikel 114.

2. Paragraaf 4, vierde lid, maakt melding van “kandidaten die houder zijn van een master of van een ander diploma dat toegang verleent tot het niveau A”. Aangezien de houder van een diploma of van een studiegetuigschrift dat toegang tot niveau B verleent krachtens artikel 36, tweede lid, toegang tot niveau A kan krijgen, zouden bachelors worden beschouwd als geslaagd voor de tests van de tweede reeks.

De vraag rijst of dat met de bedoeling van de steller van het ontwerp overeenstemt.

Artikel 112

In het verslag aan de Regering zou het volgende nader moeten worden gepreciseerd:

1° waarom is aan de graden van eerste ingenieur en van ingenieur-directeur slechts één enkele schaal verbonden terwijl aan de graden van eerste attaché en van directeur respectievelijk drie en twee schalen verbonden zijn?

2° waarom is weddeschaal 310 de aanvangsweddeschaal voor een ingenieur-directeur, doch de tweede weddeschaal voor een directeur?

Artikel 120

1. Er moet worden gepreciseerd dat de oproep tot kandidaatstelling niet alleen plaatsvindt voor de aanvankelijke toewijzing van het hoger ambt maar ook wanneer de aangewezen ambtenaar aan het einde komt van de aanvankelijke periode van een jaar of van een periode van zes maanden.
2. In paragraaf 2 moet worden bepaald dat de kandidaat behalve een motivatiebrief ook zijn *curriculum vitae* dient bij te voegen.

Artikel 121

De vraag rijst of moet worden bepaald dat de kandidaten voor de uitoefening van een hoger ambt moeten worden gehoord.

Artikel 140

1. In paragraaf 2, tweede streepje, wordt bepaald dat de functionele chef die niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in paragraaf 1

“moet (...) bijgestaan worden door een wettelijk tweetalig personeelslid die de gesprekken bijwoont en het evaluatieverslag pas goedkeurt wanneer het de inhoud van de gesprekken weerspiegelt”.

Gelet op wat voorgeschreven is door de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, waaronder onder meer hoofdstuk V, afdeling 1, dat bij artikel 32, § 1, van de gewone wet van 16 juni 1989 ‘houdende diverse institutionele hervormingen’ van toepassing is verklaard op de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, moet een ambtenaar van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijkbaar in ieder geval geëvalueerd worden in zijn taal, overeenkomstig de artikelen 39, § 1, en 17 § 1, B, 1°, van de voornoemde gecoördineerde wetten.¹⁸

Paragraaf 2, tweede streepje, beantwoordt niet aan dat vereiste.

2. Paragraaf 3 luidt als volgt:

“Een personeelslid mag geen evaluatie uitvoeren zonder eerst een passende opleiding te hebben gevolgd”.

Zoals in het voornoemde advies 32.861/4 is aangegeven, wordt in deze bepaling echter niets gezegd over de inhoud van een dergelijke opleiding en dient ze wat dat betreft te worden aangevuld.

¹⁸ Zie advies 32.861/4, op 25 maart 2002 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 ‘tot zesde wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, opmerking betreffende artikel 115.

Artikel 141

De woorden “desgevallend van de evaluator” moeten worden gepreciseerd. Verondersteld wordt dat ze betrekking hebben op het geval waarin de ambtenaar in afwijking van artikel 140, § 1, niet door zijn functionele chef wordt geëvalueerd, wat lijkt te verwijzen naar het geval dat in artikel 140, § 2, eerste streepje, wordt vermeld en waarin de evaluatie wordt uitgevoerd door een ambtenaar die beantwoordt aan de voorwaarden van de voornoemde gecoördineerde wetten van 18 juli 1966.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 144, § 3.

Artikel 152

1. Anders dan paragraaf 1, vermeldt paragraaf 2 niet dat “gelijktijdig” voldaan moet zijn aan de drie evaluatiecriteria om een gunstige vermelding te kunnen krijgen.

Ofwel voegt de steller van het ontwerp het woord “gelijktijdig” toe, wat als gevolg zal hebben dat de vermelding “gunstig” alleen kan worden verleend indien aan de drie evaluatiecriteria voor een gunstige vermelding is voldaan. Omgekeerd volstaat dan één enkel negatief evaluatiecriterium voor de vermelding “onder voorbehoud” om slechts een vermelding “onder voorbehoud” te krijgen.

Ofwel voegt de steller van het ontwerp het woord “gelijktijdig” niet toe, wat als gevolg zal hebben dat men een gunstige vermelding kan krijgen indien men beantwoordt aan één evaluatiecriterium voor een gunstige vermelding. Omgekeerd moet dan om een vermelding “onder voorbehoud” te krijgen aan alle evaluatiecriteria voor de vermelding “onder voorbehoud” zijn voldaan.

Zo vraagt de Raad van State zich ook af of één negatief evaluatiecriterium voor de vermelding “onvoldoende” volstaat om een vermelding “onvoldoende” te krijgen, dan wel of aan de drie criteria moet zijn voldaan.

2. De Raad van State heeft vragen bij de vermelding in paragraaf 3, derde streepje, van de ambtenaar die “niet” heeft bijgedragen tot de teamprestaties en die “niet” beschikbaar is geweest voor de gebruikers van de dienst. Die criteria zijn immers die van de vermelding “onvoldoende”.

Artikel 153

Het derde lid luidt als volgt:

“(…) de ambtenaar die niet werd geëvalueerd terwijl geen overmacht kan worden ingeroepen, [ontvangt] een gunstige evaluatie, tenzij hij vrijwillig heeft geweigerd om geëvalueerd te worden”.

Die bepaling is niet duidelijk genoeg.

Indien het bestuur heeft verzuimd de ambtenaar te evalueren, kan het ontwerp met recht bepalen dat de ambtenaar de vermelding “gunstig” krijgt. De Raad van State begrijpt niet wat er voor de ambtenaar verandert indien het verzuim van het bestuur aan overmacht te wijten is. Indien de ambtenaar niet is geëvalueerd omdat hij de evaluatie heeft geweigerd, moet hij negatief worden geëvalueerd, behalve indien zijn weigering te wijten is aan overmacht.

Artikel 156

Het vijfde lid luidt als volgt:

“De afwezigheid van de evaluator is, behoudens overmacht, geen reden van uitstel.”

Wellicht moet worden gelezen: “... behalve indien die afwezigheid te wijten is aan overmacht”.

De Raad van State begrijpt evenwel niet waarom de afwezigheid van de evaluator wegens overmacht tot uitstel zou kunnen leiden, maar niet, bijvoorbeeld, diens afwezigheid wegens ziekte.

Artikel 157

De laatste zin van het vierde lid, waarin wordt bepaald dat de beslissing bij aangetekende brief ter kennis van de ambtenaar wordt gebracht, moet een apart lid vormen.

Artikel 167

In advies 34.355/2, op 3 februari 2003 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State de volgende opmerking geformuleerd, die nog steeds geldt:

“Gelet op de ernstige gevolgen die aan het niet-verschijnen voor de medische controledienst verbonden worden, moet nader worden bepaald hoe de ambtenaar wordt opgeroepen, inclusief hoe hij wordt ingelicht over de gevolgen die het niet-ingaan op zulk een oproeping heeft”.

Boek I, titel VII, hoofdstuk III

Daar de artikelen 173 en volgende de verlopen regelen waaraan een leeftijdsvoorwaarde verbonden is, wordt verwezen naar de algemene opmerking geformuleerd in advies 51.155/2, op 18 april 2012 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de

wet van 19 juli 2012 ‘betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector’.¹⁹

Artikel 187

In paragraaf 4 wordt melding gemaakt van artikel 181, 2°, en artikel 182, § 2. Die bepalingen bestaan echter niet.

Artikel 192

1. In het tweede lid moeten de woorden “Onder personen die onder hetzelfde dak wonen, wordt verstaan: de echtgenoot,” worden vervangen door de woorden “De persoon die onder hetzelfde dak woont, moet bovendien de echtgenoot zijn,”.

Voorts zijn de woorden “un parent ou un enfant” in de Franse versie dubbelzinnig. Indien het woord “parent” in de juridische betekenis van “bloedverwant” wordt gebruikt, is het woord “enfant” overbodig, want een kind is een bloedverwant. Indien “parent” in de betekenis van een verwant in de opgaande lijn van de eerste graad (een ouder) wordt gebezigd, moet zulks worden gepreciseerd.

2. Het derde lid kan nauwkeuriger worden geformuleerd als volgt:

“De ambtenaar moet een medisch attest overleggen als bewijs van de noodzaak van zijn aanwezigheid bij de zieke of de persoon die slachtoffer is van een ongeval.”

Artikel 193

In plaats van artikel 191 moet artikel 190 worden vermeld, en *in fine* moet artikel 192 worden vermeld in plaats van artikel 193.

Artikel 194

Het zou duidelijker zijn om op basis van de huidige tekst te schrijven: “voor een eventuele overdracht van de niet-bestede dagen van het jaarlijks vakantieverlof”.

Artikel 195

In artikel 195, tweede lid, kan het ontwerp de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal niet machtigen af te wijken van de standaardwerktijdregeling die de minister heeft vastgesteld.

¹⁹ Parl.St. Kamer 2011-12, nr. 2232/1, 16-21.

Voorts moet zowel de standaardwerktijdregeling als de bijzondere werktijdregeling in het arbeidsreglement worden opgenomen, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8 april 1965 'tot instelling van de arbeidsreglementen'.

Artikel 196

In de bepaling onder 2° wordt een reeks gevallen opgesomd waarin de ambtenaar recht heeft op verlof. Er moet derhalve telkens – en niet slechts in sommige gevallen – worden verwezen naar de bepaling van het statuut waarbij dat verlof wordt toegekend.

Artikel 198

In fine moet artikel 193 worden vermeld in plaats van artikel 194, eerste lid.

Artikel 207

Het verlof dat een ambtenaar kan krijgen om een kind op te nemen met het oog op pleegvoogdij of als gevolg van een rechterlijke beslissing tot plaatsing in een opvanggezin, waarin artikel 207 van het ontwerp voorziet, is het enige verlof omschreven in de afdeling betreffende de verloven om familiale redenen dat niet kan worden gesplitst.

De steller van het ontwerp moet deze verschillende behandeling kunnen verantwoorden. Die verantwoording kan niet gebaseerd zijn op de omstandigheid dat de duur van dat verlof beperkt is. Dat verlof kan immers zes weken bedragen,²⁰ wat overeenstemt met de duur van het verlof voor adoptie van een kind beneden de tien jaar (artikel 206).

Artikelen 209 en volgende

Er is geen reden om de bepalingen over te nemen van de 'Arbeidswet' van 16 maart 1971 die ambtshalve voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelden, zoals voor alle werkgevers.

Artikel 220

Artikel 220 van het ontwerp regelt de kwestie van de profylactische maatregelen die moeten worden genomen ingeval de ambtenaar of zijn echtgenoot, zijn levenspartner of een inwonend familielid aan een besmettelijke ziekte lijdt.

²⁰ Of zelfs twaalf weken indien het opgenomen kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct.

In dat artikel wordt bepaald dat de arts van de ambtenaar op diens verzoek contact moet opnemen met “de hoofddarts van het geneeskundig centrum van de Administratieve Gezondheidsdienst waaronder de ambtenaar ressorteert”.

Daar het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om voor de profylactische maatregelen een beroep te doen op de diensten van Medex,²¹ moet worden bepaald dat contact wordt opgenomen met “het Bestuur van de medische expertise”.²²⁻²³

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 248 en 249 van het ontwerp.

Artikelen 231 en 234

Met het oog op de rechtszekerheid zou in de artikelen 231, § 2, 5°, en 234, § 2, 1°, moeten worden gepreciseerd wat moet worden verstaan onder “ontwikkelingsland”, bijvoorbeeld door te verwijzen naar de lijst van de “ontwikkelingslanden” opgesteld door het Comité voor Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO).²⁴

Artikel 233

Artikel 233, § 2, van het ontwerp bepaalt dat het verlof evenwel bezoldigd wordt wanneer de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens de beschikking van 26 juli 1988 of 7 januari 1998²⁵ van de Commissie van de Europese Gemeenschappen ‘tot vaststelling van de regeling die geldt voor nationale deskundigen die bij de diensten van de commissie gedetacheerd zijn’. Die formulering is niet langer correct doordat nieuwe teksten de regeling voor nationale deskundigen gedetacheerd bij de Europese instellingen hebben gewijzigd of aangevuld.²⁶

De steller van het ontwerp moet deze paragraaf herzien.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 234, § 2, 2°.

²¹ Luidens artikel 247 van het ontwerp moet de dienst die belast wordt met de controle van het ziekteverzuim, door de minister worden aangewezen.

²² Afgekort als Medex, overeenkomstig het koninklijk besluit van 1 december 2013 ‘houdende regeling van het Bestuur voor medische expertise’.

²³ Vergelijk met artikel 166, § 3, van het ontwerp.

²⁴ Zie in die zin bijvoorbeeld artikel 2, 3°, van de wet van 19 maart 2013 ‘betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking’.

²⁵ Deze beschikking is opgeheven bij artikel 32 van de beschikking van de Commissie van 27 februari 2004 met hetzelfde onderwerp.

²⁶ Zie bijvoorbeeld het besluit van de Europese Commissie van 12 november 2008 ‘betreffende de regeling die van toepassing is op nationale deskundigen die gedetacheerd zijn of een beroepsopleiding volgen bij de diensten van de Commissie’ of het besluit van de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid van 23 maart 2011 ‘tot vaststelling van de regeling die van toepassing is op nationale deskundigen die zijn gedetacheerd bij de Europese dienst voor extern optreden’.

Artikel 234

In artikel 234, § 1, verwijst de steller van het ontwerp naar volgende machtigingen. Hij verwijst ook naar volgende machtigingen in artikel 235, eerste lid, en preciseert het volgende in het tweede lid van die bepaling:

“Voor de toepassing van het eerste lid van dit [artikel] wordt als volgende machtiging beschouwd, die welke iedere volgende periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, van hetzelfde openbaar bestuur of van dezelfde instelling voor zover de beschouwde periode van de voorafgaande periode niet wordt gescheiden door een termijn die zes maanden overschrijdt.”

De Raad van State vraagt zich af of dezelfde precisering niet ook vermeld moet worden in artikel 234, § 1.

Artikel 240

Aan het begin van het derde lid schrijve men: “Voor de berekening van de dienstanciënniteit worden ook in aanmerking genomen alle werkelijke prestaties die de ambtenaar ...”.

Artikel 244

In de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, schrijve men “in afwijking van artikel 240” in plaats van “in afwijking van artikel 241”.

Artikel 245

Er moet verwezen worden naar artikel 240 in plaats van naar artikel 241.

Artikel 247

In het derde lid moet verwezen worden naar artikel 172 in plaats van naar artikel 171.

Artikel 269

In de bepaling onder 2° schrijve men “lid van het Vlaams Parlement, van het Waals Parlement, van het Parlement van de Franse Gemeenschap en van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap”.

Artikel 271

In artikel 271 van het ontwerp wordt verwezen naar de artikelen 5 en 29 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 29 is echter opgeheven bij artikel 44 van de ordonnantie van 17 juli 2003.

De steller van het ontwerp moet die verwijzing actualiseren.

Artikel 289

1. In de punten A, 3°, c), en B, 2°, b), staat te lezen “iedere andere vorming, ongeacht het tijdstip waarop ze gegeven wordt”.

Die bepalingen zijn niet nauwkeurig genoeg.

2. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 ‘tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies’ kent niet langer de categorie “cycli van aangevulde studies”, zodat de nomenclatuur van artikel 289, B, 2°, a, aangepast moet worden.²⁷

Artikel 295

In het vierde lid moet verwezen worden naar artikel 293, tweede lid, en niet naar artikel 294, tweede lid.

Artikel 300

In de Franse tekst van het tweede lid moet het woord “Cependant” worden weggelaten. Dat lid is immers geen uitzondering op of beperking van de regel vervat in het eerste lid.

Artikel 302

1. Dit artikel bepaalt het volgende:

“Op elk ogenblik van de tuchtprocedure, kan de ambtenaar, voor zijn verdediging, zijn dossier raadplegen.”

Er moet, zoals in artikel 14, § 3, tweede lid, 2°, van het APKB, ook bepaald worden dat ambtenaren zich in elke stand van de tuchtprocedure door een verdediger van hun keuze kunnen laten bijstaan.

²⁷ Zie artikel 66, § 1, van het voornoemde decreet van 7 november 2013.

2. Naar het voorbeeld van wat in artikel 14, § 3, 4°, van hetzelfde koninklijk besluit staat, moet voorzien worden in de openbaarheid van de zittingen wanneer de ambtenaar daarom verzoekt.

Artikel 303

1. Het zou duidelijker zijn in de eerste zin van paragraaf 2, eerste lid, van de Franse tekst te schrijven “ou à partir du troisième jour ouvrable...”.

2. In hetzelfde lid schrijve men “de feestdagen bedoeld in artikel 199, § 1” in de plaats van “de feestdagen bedoeld in artikel 200, § 1”.

Artikel 307

1. In het tweede lid staat “voor de tweede maal ter zitting komt”. Er moet gepreciseerd worden om welke zitting het juist gaat.

2. Het derde lid wordt beter gesteld als volgt: “Indien de directieraad echter van plan is een definitief voorstel van tuchtstraf te doen dat strenger is dan het voorlopige voorstel, roept hij de ambtenaar opnieuw op voor een verhoor.”

Artikel 317

Het eerste lid bepaalt dat de eiser in persoon verschijnt.

Het tweede lid bepaalt dat hij zich “echter” mag laten bijstaan door een persoon van zijn keuze. Het woord “echter” moet vervallen, aangezien het tweede lid geen uitzondering op of beperking van het eerste lid uitmaakt.

Artikel 322

Niet alleen wanneer het aantal assessoren oneven is, moet de pariteit tussen de assessoren aangewezen door de overheid en de assessoren aangewezen door de vakorganisaties worden hersteld, maar telkens wanneer er geen pariteit is (bijvoorbeeld één assessor uit de ene categorie en drie assessoren uit de andere).

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 327

Om ieder misverstand te voorkomen wordt voorgesteld de Nederlandse tekst van het eerste lid als volgt te stellen: “De in het vorige artikel bedoelde overheid spreekt zich uit binnen twee maanden na de ontvangst van het door de raad van beroep uitgebrachte advies of binnen

twee maanden na de kennisgeving door de raad van beroep van het voorstel tot straf indien geen beroep werd ingesteld.”

Ook moet bepaald worden wanneer de termijn ingaat ingeval de zaak door de raad van beroep wordt afgevoerd.

Artikel 331

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men: “et de son droit à l’avancement de traitement”.

Artikel 332

1. In het eerste lid moet verwezen worden naar artikel 331 in plaats van naar artikel 332.
2. Het derde lid, tweede zin, bepaalt het volgende: “Deze termijn wordt verlengd met maximaal tien dagen.”

Het is de Raad van State niet helemaal duidelijk in welk geval zo’n verlenging kan plaatsvinden.

Artikel 336

Aan het einde van het derde lid schrijve men “de eventuele tuchtschorsing”.

Het is immers mogelijk dat de bevoegde overheid een andere tuchtstraf dan de schorsing oplegt.²⁸

Artikel 346

1. Paragraaf 3 luidt als volgt:
“De betrekkingen die voor gehandicapte personen bestemd zijn, kunnen bekleed worden door kandidaten die bij hun aanwerving ten minste één van de volgende voorwaarden vervullen: (...)”.

Uit artikel 346, § 1, tweede lid, blijkt evenwel dat het quotum voor gehandicapte personen bereikt kan worden “door de aanwerving of door de erkenning van de handicap van ambtenaren gedurende hun loopbaan”.

In paragraaf 3 moet dan ook, zoals in het huidige artikel 319bis, § 3, het volgende worden bepaald:

²⁸ Vgl. met artikel 15, § 3, van het APKB.

“De betrekkingen die voor gehandicapte personen bestemd zijn, kunnen bekleed worden door kandidaten die bij hun aanwerving of tijdens hun loopbaan ten minste één van de volgende voorwaarden vervullen: (...)”.

2. Het ontworpen artikel 346 bepaalt dat het minimumquotum inzake het aantal gehandicapte personen dat het ministerie moet tewerkstellen, 2% bedraagt van de personeelsformatie waarin in het personeelsplan voorziet. In het verslag aan de Regering zou vermeld moeten worden op basis van welke gegevens dat quotum is vastgesteld.²⁹

Artikel 349

Paragraaf 1 bepaalt het volgende:

“De overgangsprocedure naar een hoger niveau is aangepast aan de beperkingen gerelateerd aan de handicaps.”

Zou het niet beter zijn om, naar analogie van artikel 347, eerste lid, de mogelijkheid te vermelden van een redelijke aanpassing tijdens de procedure?

Artikel 357

1. Logischerwijze en naar analogie van wat in artikel 2 van de ordonnantie van 11 juli 2002 ‘tot verruiming van de nationaliteitsvoorwaarden voor de toegang tot betrekkingen in het gewestelijk openbaar ambt’ staat, moet het hier gaan om de functies die “strekken tot bescherming van de algemene belangen van de Staat of andere openbare instanties” en niet alleen om de functies die “de bescherming van de belangen van het Gewest [als doel hebben]”.

2. In de Franse tekst van de bepaling onder 3° staat “l’agent (...) dont l’inaptitude physique a été dûment constatée” terwijl er in het APKB sprake is van ambtenaren “dont l’inaptitude médicale a été dûment constatée”.

De Franse tekst van het ontwerp is te beperkend, aangezien een ambtenaar ook psychisch of mentaal ongeschikt kan zijn.

Er moet in algemene zin gesproken worden van een ambtenaar die medisch ongeschikt is.

3. In de bepaling onder 6° schrijve men in de Franse tekst “l’agent qui est démis d’office par des raisons disciplinaires”.

²⁹ Vgl. bijvoorbeeld met artikel 279/1 van het besluit van het college van de Franse gemeenschapscommissie van 13 april 1995 ‘houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie’, waarin dat quotum vastgesteld wordt op 5%. Vgl. ook met artikel 3 van het koninklijk besluit van 6 oktober 2005 ‘houdende diverse maatregelen met betrekking tot de vergelijkende aanwervingsselectie en met betrekking tot de stage’, waarin dat quotum op 3% wordt vastgesteld.

Boek II

Voorafgaande opmerking

Voor zover sommige bepalingen de weddeschalen van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vaststellen, rijst de vraag of die bepalingen van verordenende aard zijn.

Zowel de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State³⁰ als de afdeling Wetgeving³¹ gaan er gewoonlijk van uit dat zulke bepalingen geen verordenende waarde hebben in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Bijgevolg onthoudt de afdeling Wetgeving zich van enig commentaar omtrent die bepalingen.³²

Artikel 373

De bepaling onder 1° van paragraaf 6 voorziet in een leeftijdsvereiste opdat een periode waarin de betrokken ambtenaar nog geen ambtenaar was in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het vakantiegeld.

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat luidens richtlijn 2000/78/EG van de Raad van de Europese Unie van 27 november 2000 'tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep', elke discriminatie op grond van leeftijd verboden is. Dit verbod geldt voor alle werknemers, zowel in de overheidssector als in de particuliere sector, en heeft betrekking op de arbeids- en werkgelegenheidsvoorwaarden, met inbegrip van de beloning.

Artikel 6, lid 1, tweede alinea, a), van deze richtlijn bepaalt weliswaar:

"Niettegenstaande artikel 2, lid 2, kunnen de lidstaten bepalen dat verschillen in behandeling op grond van leeftijd geen discriminatie vormen indien zij in het kader van de nationale wetgeving objectief en redelijk worden gerechtvaardigd door een legitiem doel, met inbegrip van legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt of de beroepsopleiding, en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.

³⁰ RvS 16 mei 1983, nr. 23.257, Renard, aangehaald door J. Salmon, Le Conseil d'État, Brussel, Bruylant, 1994, 93.

³¹ Zie in die zin advies 20.646/2 van 18 maart 1991 over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve "fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la naissance et de l'enfance" en advies 23.129/9 van 21 februari 1994 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp'.

³² Bijlage I is niet bij de adviesaanvraag gevoegd, maar is overgezonden door de gemachtigde ambtenaar. De versie die de gemachtigde ambtenaar heeft bezorgd, bevat geen opschrift. Wat dat betreft, wordt verwezen naar de handleiding voor de wetgevingstechniek (*Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172).

Dergelijke verschillen in behandeling kunnen onder meer omvatten:

het creëren van bijzondere voorwaarden voor toegang tot arbeid en beroepsopleiding, van bijzondere arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, met inbegrip van voorwaarden voor ontslag en beloning voor jongeren, oudere werknemers en werknemers met personen ten laste, teneinde hun opneming in het arbeidsproces te bevorderen, en hun bescherming te verzekeren;

(...)”.

De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen dat hij enkel voor ambtenaren jonger dan vijftientig jaar een periode waarin de betrokkene nog geen ambtenaar was in aanmerking neemt voor de berekening van het vakantiegeld.

Artikel 377

Gelet op de opmerkingen die hierna worden gemaakt in verband met de toekenning van een “levensduurtepremie”, dient de verwijzing naar die premie te worden geschrapt.

Boek II, hoofdstuk II, afdeling 1

Het ontwerp voorziet niet meer in de toelage voor sommige laureaten van een vergelijkend examen voor de overgang naar het hogere niveau. Er is dus geen afdeling 2 meer.

De indeling in afdelingen van dit hoofdstuk moet dus vervallen.

Artikel 382

Gelet op de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie moet de steller van het ontwerp in staat zijn te verantwoorden waarom de ambtenaren van niveau A en B geen toelage voor overuren kunnen genieten.

Boek II, titel II, hoofdstuk V

De regeling die is uitgewerkt voor de tweetaligheidspremie voor de kennis van de tweede landstaal is niet uitvoerbaar doordat er herhaaldelijk verwezen wordt naar artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966’, terwijl die paragraaf niet meer bestaat sedert arrest nr. 217.481 van 24 januari 2012 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Artikel 398

Men schrijve “De kennis van de gebarentalen die overeenstemmen met het Nederlands en het Frans” in plaats van “De kennis van zowel de Franse als de Nederlandse gebarentalen”.

Boek II, titel II, hoofdstuk VIII

Uit arrest nr. 221.545 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State van 28 november 2012 blijkt dat de toekenning van specifieke toelagen aanvaardbaar is wanneer ze gerechtvaardigd wordt door de noodzaak een bepaalde categorie personeel aan te werven of in dienst te houden, rekening houdend met het bestaande tekort aan werknemers van deze categorie op de arbeidsmarkt en met de meer voordelige voorwaarden die door de privésector en door andere openbare werkgevers worden geboden.

In datzelfde arrest wordt evenwel beslist dat het aldus in het leven geroepen verschil in wedde niet te verantwoorden viel voor de hoogste graden, aangezien de functies uitgeoefend in die graden in het betreffende geval veeleer losstonden van het diploma dat eventueel bij de aanwerving vereist was.

Uit dat arrest en uit andere arresten die in vergelijkbare zaken gewezen zijn,³³ blijkt dat het verschil in behandeling teweeggebracht door het toekennen van een specifieke toelage of een specifieke weddeschaal aan bijzondere graden binnen eenzelfde categorie ambtenaren, op zich geen discriminatie inhoudt, maar dat ze dan verantwoord moet kunnen worden met bijvoorbeeld een op afdoende wijze aangetoonde schaarste op de arbeidsmarkt voor de functies waarvoor die maatregelen genomen worden.

De geplande toelage is dus slechts aanvaardbaar wanneer de steller van het ontwerp nog feitelijke gegevens kan aanbrengen waaruit blijkt dat hij er redelijkerwijze van kan uitgaan dat de toekenning van een toelage aan de betreffende ingenieurs verantwoord is ten aanzien van die criteria.

Dezelfde opmerking geldt voor hoofdstuk XII (artikel 410).

Artikel 404

Uit paragraaf 1, derde lid, blijkt dat enkel “ambtenaren die voltijds tewerkgesteld zijn” de projecttoelage kunnen genieten. De steller van het ontwerp moet een verantwoording kunnen geven voor het onderscheid dat daardoor met de overige ambtenaren wordt gemaakt.

³³ RvS 1 juli 1999, nr. 81.583; 22 september 2006, nr. 162.636; 17 februari 2009, nr. 190.589; 22 januari 2013, nr. 222.164.

Boek II, titel II, hoofdstuk XI

De "levensduurtepremie" waarin het ontwerp voorziet is vergelijkbaar met de premies die vernietigd zijn bij de arresten van de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak nrs. 225.912, 225.913 en 225.914 van 19 december 2013.

Het hoofdstuk betreffende die premie moet bijgevolg worden geschrapt uit het ontwerp.

Artikel 411

De bepaling moet worden aangevuld zodat de voorwaarden en de nadere regels voor het vaststellen van een vast bedrag waarin het artikel voorziet, vermeld worden.

Artikel 428

De woorden "en elk ander besluit die het mocht wijzigen" zijn overbodig en moeten vervallen.

Artikel 433

Artikel 433 bepaalt dat de minister, onverminderd de toepassing van tuchtmaatregelen, de verblijfsvergoeding kan weigeren als hij vaststelt dat de rechthebbenden misbruik maken van rechten die hun bij het voorliggende besluit worden toegekend.

Dat het woord "rechthebbenden" in het meervoud staat, doet vragen rijzen. Is het de bedoeling van de steller van het ontwerp in die mogelijkheid te voorzien voor het geval dat een algemeen oneigenlijk gebruik wordt vastgesteld? In dat geval zou het logischer zijn te bepalen dat de minister de toekenning van de verblijfsvergoedingen schorst. Het lijkt immers inadequaat een ambtenaar de terugbetaling te weigeren van kosten die hij gemaakt heeft als gevolg van misbruik waarvoor hij niet noodzakelijk verantwoordelijk is.

Bovendien moet gepreciseerd worden om welke rechten het gaat in plaats van te verwijzen naar alle rechten die bij het voorliggende besluit worden toegekend. Er moet veeleer verwezen worden naar specifieke bepalingen van het besluit, in voorkomend geval naar één van de onderverdelingen.

Ten slotte spreekt het vanzelf dat de ambtenaar in principe de mogelijkheid moet hebben om zijn standpunt uiteen te zetten voordat hem de vergoeding geweigerd wordt.

De bepaling moet worden herzien om rekening te houden met deze opmerkingen.

Artikel 435

In de tweede zin van het eerste lid moeten de woorden "en bepaald door de federale minister van Financiën", die overbodig en dubbelzinnig zijn, vervallen.

Artikel 446

De wet van 9 augustus 1963 moet vermeld worden met het nieuwe opschrift ervan, namelijk “wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen”.

Artikel 450

De Raad van State vraagt zich af waarom de gelijkschakeling in artikel 450, 2°, enkel geldt voor vergelijkbare overheidsdiensten van een Staat van de “Europese Unie”, terwijl, wanneer het gaat om de geldelijke anciënniteit (artikel 456, § 1) in een gelijkstelling wordt voorzien voor de overheidsdiensten “van de staten die onderdeel vormen van de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Confederatie”.

Artikel 456

1. Paragraaf 2 behoort te worden gesteld als volgt: “De personeelsleden in dienst genomen door privaat- of publiekrechtelijke rechtspersonen, die niet bedoeld worden in § 1 en die zich in een juridische situatie bevinden die unilateraal gedefinieerd wordt door de bevoegde overheid of, krachtens een wettelijke of decretale bepaling, door het leidend bevoegd orgaan daarvan, worden beschouwd als behorend tot de openbare diensten.”
2. De bijlagen III en IV waarvan sprake is in paragraaf 3, eerste lid, zijn niet voorgelegd aan de Raad van State.

Artikel 462

Artikel 462 bepaalt het volgende:

“De bepalingen van Boek I, II en III zijn van toepassing op de mandaathouders voor zover dit boek niet afwijkt van deze bepalingen.”

De Raad van State vraagt zich af of de rechtszekerheid met een dergelijk artikel voldoende gewaarborgd is.

Zo gelden de bepalingen inzake de tuchtregeling voor de mandaathouders wanneer niet wordt voorzien in een afwijking. De Raad van State vraagt zich evenwel af hoe een mandaathouder kan worden verplaatst of teruggezet kan worden in graad.³⁴

Indien de tuchtstraf afzetting of ontslag van ambtswege wordt opgelegd, betekent dat dan dat de mandaathouder afgezet wordt of ambtshalve ontslagen wordt uit zijn mandaat, of dat hij ook de hoedanigheid van gewestelijk ambtenaar verliest (in het geval dat hij reeds gewestelijk ambtenaar was voordat hij als mandaathouder werd aangewezen)?

³⁴ In de artikelen 507, eerste lid, en 510, derde lid, is evenwel uitdrukkelijk sprake van de terugzetting in graad van een mandaathouder.

Het laat zich dan ook aanzien dat, bij ontstentenis van precisering in de tekst van het ontwerp of, op zijn minst, uitleg in het verslag aan de Regering, de toepassing van het statuut op mandaathouders in sommige gevallen problemen dreigt te doen rijzen en aanleiding zal geven tot rechtszaken bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Artikel 464

In de tweede zin wordt bepaald dat de doelstellingen “bestaan uit strategische doelstellingen en transversale doelstellingen”.

Er behoort, op z'n minst in het verslag aan de Regering, te worden verduidelijkt wat met deze begrippen wordt bedoeld.

Boek IV, titel II, hoofdstuk I

Het opschrift van hoofdstuk I van titel II behoort gesteld te worden als volgt: “De toelaatbaarheidsvereisten”.

Artikel 466

In de inleidende zin van paragraaf 1 behoort geschreven te worden “de algemene toelaatbaarheidsvereisten” in plaats van “de algemene toelatingsvoorwaarden”.

Artikel 469

Verondersteld wordt dat de Regering hoe dan ook een extern bureau kan aanwijzen om de selectiecommissie in haar activiteiten bij te staan en niet alleen wanneer zij één of meer tests opstelt die tijdens het selectiegesprek afgelegd moeten worden.

Teneinde elk misverstand te voorkomen, verdient het aanbeveling om van het tweede lid een afzonderlijk artikel te maken.

Artikel 470

1. In paragraaf 2 wordt bepaald dat enkel de kandidaturen die per aangetekend schrijven gericht zijn aan de voorzitter van de directieraad binnen een termijn van vijftig dagen, in aanmerking worden genomen.

Het is beter om te verwijzen naar de datum van de verzending van de kandidatuur, aangezien dit meer rechtszekerheid biedt.

2. Paragraaf 3, tweede lid, luidt als volgt:

“Op straffe van onontvankelijkheid, dient de kandidaat een unieke kandidatuur in voor elke betrekking waarvoor hij zich kandidaat stelt”.

Deze bepaling is onduidelijk. Indien voor elke betrekking waarnaar de betrokkene solliciteert een kandidatuur moet worden ingediend, kan het niet gaan om een “unieke kandidatuur”.

De tekst behoort te worden verduidelijkt als volgt:

“Een afzonderlijke kandidatuur moet worden ingediend voor elke betrekking waarnaar de kandidaat solliciteert.”

Paragraaf 3, tweede lid, moet worden herzien.

Artikel 472

Het verdient aanbeveling om in paragraaf 1, 2°, duidelijk te stellen of het lid recht heeft op die vergoeding zelfs al is hij ambtenaar bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of bij een ander bestuur.

Artikel 474

1. In de Franse tekst van paragraaf 1 moet verwezen worden naar de adviesaanvraag “visée à l’article 477, alinéa 1^{er}” en niet naar de adviesaanvraag “visée par l’article 468, alinéa 1^{er}”.

2. In paragraaf 3, 3°, dienen *in fine* de woorden “bedoeld in artikel 468” te worden toegevoegd.

Artikel 475

1. In het eerste lid behoort geschreven te worden dat de selectiecommissie de toelaatbaarheidsvereisten bedoeld in artikel 466 controleert.

2. Het vijfde lid begint met de woorden “Wanneer de selectiecommissie een uitspraak doet over de toelatingsvoorwaarden...”. Krachtens het eerste lid controleert de selectiecommissie evenwel altijd de toelaatbaarheidsvereisten.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om gewag te maken van het geval waarbij de commissie uitspraak doet over een bezwaarschrift, dient zulks duidelijker te worden vermeld.

Artikel 477

In het eerste lid, eerste streepje (lees: 1°) wordt bepaald dat de selectiecommissie een gemotiveerd advies geeft rekening houdend met inzonderheid “de adequaatheid van het profiel van de kandidaat in het licht van de vereiste kwalificaties”.

Hoewel artikel 468 bepaalt dat de Regering de functiebeschrijving opstelt, voorziet dat artikel evenwel niet in de mogelijkheid om bijzondere kwalificaties te eisen.

Artikel 485

Er behoort te worden verduidelijkt welke de voorwaarden zijn die vervuld moeten worden door het personeelslid dat het mandaat tijdelijk zal uitoefenen, en op welke wijze hij geselecteerd wordt.

Artikelen 491 tot 493

1. De bepalingen die vervat liggen in de artikelen 491 tot 493 lijken enkel van toepassing te zijn op de mandaathouders die ambtenaar zijn in een andere instelling dan het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat dit inderdaad het geval is en dat de tekst dienovereenkomstig zou worden aangepast.

2. Met betrekking tot artikel 491, eerste lid, rijst de vraag wat er gebeurt met de ambtenaar die na afloop van zijn eerste evaluatie de vermelding “voldoende” gekregen heeft.

Artikel 496

Er behoort nader te worden bepaald wat de steller van het ontwerp verstaat onder “een 360° evaluatie”.

Artikel 502

1. Het eerste lid luidt als volgt:

“De vermelding gunstig wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer hij de doelstellingen die hem werden toegewezen bereikt heeft, wanneer zijn bijdrage bewezen is en zijn beleid overeenstemt met de waarden van de instelling.”

Er behoort geschreven te worden “wanneer zijn bijdrage tot het bereiken van die doelstellingen bewezen is”.

2. Het criterium van de verenigbaarheid van het beleid met de waarden van de instelling kan niet worden aanvaard, op zijn minst niet zolang de voornoemde waarden niet

uitdrukkelijk vermeld zijn in het ontwerp. Die waarden moeten duidelijk zijn en mogen geen verband houden met een welbepaalde filosofische, ideologische of politieke beschouwing en de naleving ervan moet op een objectieve wijze kunnen worden nagegaan. Die waarden moeten tevens zo belangrijk zijn dat de niet-naleving ervan op zich reeds een voldoende reden is voor het weigeren van een gunstige vermelding zelfs indien de doelstellingen bereikt zouden zijn en de bijdrage van de mandaathouder tot het bereiken van die doelstellingen bewezen zou zijn.

3. Het tweede en derde lid zijn aldus gesteld dat de criteria op grond waarvan de vermelding “voldoende” en de vermelding “ongunstig” wordt toegekend elkaar niet uitsluiten. Zo kan bij voorbeeld door het gebruik van de formule “en/of”, een persoonlijke bijdrage die geanalyseerd wordt als “beperkt” of “zeer gering”, welke adjectieven synoniemen zijn van elkaar, zonder onderscheid aanleiding geven tot de ene, dan wel de andere vermelding.

De bepaling zou hoe dan ook aldus moeten worden gesteld dat een van beide vermeldingen residuair is.

4. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat artikel 502 grondig moet worden herzien.

Artikel 503

Uit de samenlezing van de twee zinnen die paragraaf 2, tweede lid, uitmaken, vloeit voort dat de Regering het mandaat zou kunnen verlengen van degene die de vermelding “gunstig” heeft gekregen op het einde van de tweede evaluatie, terwijl de regering, zoals de tekst is gesteld, geen oordeel zou hebben uitgesproken over het beheersplan en krachtens de artikelen 470, § 3, eerste lid, 2°, en 477, eerste lid, derde streepje (lees: 3°), “de afstemming van het beheersplan op de doelstellingen bedoeld in artikel 464 “ een van de criteria vormt voor de selectie van de mandaathouders.

Deze leemte moet worden weggewerkt.

Artikel 505

In artikel 505, tweede lid, eerste zin, van het ontwerp wordt bepaald dat de mandaathouder die een beroep instelt tegen een evaluatie, op zijn verzoek gehoord kan worden.

Het spreekt van zelf dat deze hoorzitting, overeenkomstig de vereisten van behoorlijk bestuur, moet kunnen plaatsvinden in omstandigheden die het mogelijk maken dat de ambtenaar met volledige kennis van zaken zijn standpunt kan toelichten, hetgeen lijkt mee te brengen dat hij inzonderheid toegang moet hebben tot de stukken van het dossier voordat hij gehoord wordt.

Artikel 507

In het eerste lid wordt bepaald dat het mandaat vervroegd een einde neemt inzonderheid in geval van “terugzetting in graad”. Verondersteld wordt dat aldus de tuchtmaatregel van de terugzetting in graad bedoeld wordt. De vraag rijst evenwel hoe een mandaathouder kan worden teruggezet in graad.

Indien het mandaat vervroegd een einde neemt in geval van terugzetting in graad, zou er dan niet, *a fortiori*, moeten worden bepaald dat dat mandaat een einde neemt in geval van afzetting of van ontslag van ambtswege?

Zoals opgemerkt is met betrekking tot artikel 462, lijkt de tuchtregeling van de ambtenaren van het Gewest zolang ze niet gepreciseerd wordt als zodanig moeilijk toepasbaar op een mandaathouder.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 510, derde lid, waarin eveneens sprake is van de terugzetting in graad van de mandaathouder.

Artikel 510

Het tweede lid luidt als volgt:

“De ambtenaren bedoeld in het eerste lid van wie het mandaat, na een mandaatperiode van tien opeenvolgende jaren, verstreken is, blijven hun weddeschaal genieten”.

Men schrijve, indien zulks inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is:

“...behouden de weddeschaal die zij genoten aan het einde van hun mandaat”.

Artikel 514

De bepalingen die onverenigbaar zijn met de nieuwe bepalingen dienen uitdrukkelijk opgeheven te worden.

Artikel 515

De bedoeling van artikel 515 is de Raad van State niet duidelijk, aangezien die bepaling de indruk kan doen ontstaan dat alle functies bij het ministerie vacant verklaard zullen worden zodra het besluit in werking treedt.

Artikel 522

De verwijzing naar artikel 115, dat verband houdt met de uitoefening van hogere functies, is onjuist.

Artikel 533

Hoewel aan te nemen valt dat in het kader van de overgang van een rechtspositieregeling naar een andere, de mandaathouders hun mandaat verlengd zien tot de vervaldag ervan die bepaald is op grond van de oude regels, kan, in het licht van het gelijkheidsbeginsel en het niet-discriminatiebeginsel, niet worden toegestaan dat zij wanneer die vervaldag aanbreekt niet onderworpen zouden worden aan de regels die gelden voor een mogelijke verlenging zoals die zijn vastgesteld in de nieuwe regeling, te weten in hoofdzaak door artikel 510 van het ontwerp.

De bepaling moet worden herzien.

SLOTOPMERKINGEN

1. De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het ontwerp moet worden gecontroleerd.

Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 98, § 2, 100, 114, § 7, 116, § 13, 355, 357, 3° en 6°, en 479, eerste lid.

2. De onderdelen van een opsomming behoren te worden genummerd met 1°, 2°, 3°, enz. en niet met streepjes. Elk onderdeel van de opsomming eindigt met een komma. Het eerste woord van elk onderdeel van de opsomming behoort dan ook niet met een hoofdletter geschreven te worden. De onderverdelingen 1°, 2°, 3°, enz. worden op hun beurt onderverdeeld in a), b), c), enz.

3. Wanneer een artikel verwijst naar een ander artikel van het besluit, behoort het nummer van dat artikel te worden vermeld zonder toevoeging van de woorden “van dit besluit”.

4. De steller van het ontwerp dient te zorgen voor correct taalgebruik. Bij wijze van voorbeeld moeten in de Franse tekst de volgende verbeteringen aangebracht worden: in artikel 146, vierde lid, schrijf men “entretiens intermédiaires”; in artikel 152, § 1, schrijf men “concurrentement”; in artikel 324, in de eerste zin, *in fine*, schrijf men “après que l’avis a été rendu” en niet “après que l’avis ait été rendu”; in artikel 373, § 3, behoort het woord “agente” vervangen te worden door het woord “agent”.

5. Het symbool € wordt nooit gebruikt en de ISO-code “EUR” wordt enkel gebruikt in tabellen. Men gebruike derhalve het woord “euro”.³⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

³⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 6.4.*